

**Compte-rendu de la réunion 2021 du Forum politique de haut niveau pour le développement durable: 6-15 juillet 2021**

« Renouvelons notre détermination à établir un redressement solide, durable et inclusif après la pandémie, et à prendre ensemble des mesures décisives afin de vaincre la crise climatique et de respecter les promesses du Programme 2030 », a déclaré le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, António Guterres, à l'assemblée 2021 du Forum politique de haut niveau pour le développement durable (FPHN). Ce thème a été repris tout au long des huit jours de réunion dans les réunions-débats et les présentations virtuelles. La pandémie de COVID-19 a déclenché la pire récession mondiale depuis 1930, a causé d'immenses souffrances et a compromis les efforts visant à concrétiser le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et ses Objectifs de développement durable (ODD).

Les participants ont mis l'accent sur l'augmentation de la faim et des taux de pauvreté, la réduction du nombre d'enfants scolarisés, les pertes d'emplois, l'alourdissement du fardeau de la dette, le creusement des inégalités, ainsi que l'augmentation des violations des droits de la personne qui sont tous liés à la pandémie de COVID-19. Cependant beaucoup ont déclaré qu'il existe des solutions permettant de se rétablir et de reconstruire en mieux. Les participants se sont concentrés notamment sur l'importance des systèmes de protection sociale, de l'agriculture durable, de la numérisation, de la création d'un allègement de la dette et d'une architecture de financements nouveaux, et de partenariats renforcés entre la société civile, le secteur privé, les gouvernements et la communauté internationale comme moyens de se remettre sur la voie.

Le Forum a porté sur le thème « Une reprise durable et résiliente après la pandémie de COVID-19, qui favorise les dimensions économique, sociale et environnementale du développement durable: ouvrir une voie inclusive et efficace vers la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 dans le contexte de la décennie d'action et de réalisations en faveur du développement durable ». À cet effet, le Forum a passé en revue les progrès concernant les ODD suivants:

- ODD 1: Pas de pauvreté
- ODD 2: Faim « zéro »
- ODD 3: Bonne santé et bien-être
- ODD 8: Travail décent et croissance économique
- ODD 10: Inégalités réduites
- ODD 12: Consommation et production durables
- ODD 13: Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques
- ODD 16: Paix, justice et institutions efficaces
- ODD 17: Partenariats pour la réalisation des objectifs

**Dans ce numéro**

Bref historique du FPHN .....	2
Rapport de la réunion 2021 du FPHN .....	3
Les ODD en temps de crise .....	3
Veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte .....	3
Renforcer la résilience face aux chocs futurs .....	4
Point sur les ODD: Comment nous mettre sur la bonne voie pour éliminer la pauvreté et la faim, et évoluer vers des économies inclusives et durables? .....	4
Regard sur les cibles 2020 .....	4
Point sur les ODD: Comment réorganiser et transformer la consommation et la production, et atténuer le changement climatique? .....	5
Point sur les ODD: Comment nous mettre sur la voie de la construction de sociétés plus pacifiques, égalitaires et inclusives? .....	5
L'action au niveau local .....	5
Rétablir les conditions de progrès vers les ODD dans les pays africains, les pays les moins avancés et les pays en développement sans littoral .....	5
Se rassembler pour aider les petits États insulaires en développement à s'engager sur la voie de la réalisation des ODD .....	6
Mobiliser la science, la technologie et l'innovation et renforcer l'interface science-politique-société .....	6
Vision et priorités de la société civile, du secteur privé et des autres Grands groupes et parties prenantes .....	6
Investir dans les ODD .....	6
Ouverture du débat de haut niveau de l'ECOSOC et débat ministériel du FPHN .....	7
Examens nationaux volontaires .....	8
Clôture du FPHN .....	14
Déclaration ministérielle .....	15
Brève analyse de la réunion 2021 du FPHN .....	17
Réunions à venir .....	19
Glossaire .....	20

Le Forum a en outre examiné la nature intégrée et interdépendante des ODD, a passé en revue les cibles des ODD dont l'échéance était fixée à 2020, et a discuté de l'opportunité d'actualiser ces cibles. Une attention particulière a été accordée aux effets de la pandémie de COVID-19 sur les ODD dans les pays les moins avancés (PMA), les pays en développement sans littoral (PDSL), les petits États insulaires en développement (PEID) et les pays d'Afrique, ainsi qu'aux défis particuliers auxquels font face les pays à revenu intermédiaire, et à la nécessité de réformer le système financier international et l'architecture d'allègement de la dette.

Au cours de la deuxième semaine de réunion, 42 pays ont présenté l'examen national volontaire (ENV) de leurs efforts en vue de la réalisation du Programme 2030, dont 8 pays pour la première fois, 24 pour la deuxième fois, et 10 pour la troisième fois.

À la fin de la réunion, le Forum a examiné le projet de Déclaration ministérielle lors d'une séance officielle. À l'issue de votes enregistrés sur trois amendements aux paragraphes portant sur les changements climatiques, les genres et la biodiversité présentés par la Fédération de Russie et une proposition d'Israël visant à supprimer un paragraphe sur la réalisation du droit à l'autodétermination des peuples soumis à une occupation coloniale ou étrangère, la déclaration a été adoptée sans modification et par acclamation. La déclaration met l'accent sur le besoin d'une reprise résiliente après la pandémie de COVID-19, qui puisse à long terme renforcer, stimuler et promouvoir les ODD.

La réunion 2021 du FPHN a compris plus de 276 manifestations parallèles, dix manifestations spéciales et manifestations de haut niveau pour la sortie de rapports, 17 laboratoires d'ENV et 12 expositions virtuelles. Neuf chefs d'État et de gouvernement, plus d'une centaine de vice-Premiers ministres, ministres et ministres adjoints, et plus de 190 autres intervenants ont participé aux rencontres, réunions-débats et conversations informelles. La réunion 2021 du FPHN s'est déroulée sous une forme hybride (à la fois virtuellement et au Siège des Nations Unies) du 6 au 15 juillet 2021.

### Bref historique du FPHN

Le FPHN a été créé en juillet 2013 par la résolution [67/290](#) de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU), en tant que principale instance consacrée aux questions de développement durable au sein des Nations Unies. Le FPHN est l'un des principaux résultats de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable de 2012 (Rio+20) et a remplacé la Commission du développement durable (CDD) qui a été créée lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de 1992 (Sommet de la Terre). La résolution de l'AGNU invite le FPHN à se réunir chaque année sous l'égide du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC), et tous les quatre ans sous l'égide de l'AGNU, pour:

- apporter une direction politique, des conseils et des recommandations concernant le développement durable;
- suivre et évaluer les avancées dans la mise en œuvre des engagements de développement durable;
- renforcer l'intégration des trois dimensions du développement durable; et
- avoir un programme ciblé, dynamique et tourné vers l'action, en s'assurant d'une prise en compte appropriée des défis nouveaux et émergents du développement durable.

En septembre 2015, le Sommet des Nations Unies sur le développement durable a adopté le document intitulé « Transformer notre monde: Programme de développement durable à l'horizon 2030 », comprenant les 17 ODD, 169 cibles et un cadre de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre. Le

Programme 2030 appelle le FPHN à jouer un rôle central dans le processus de suivi et d'évaluation au niveau mondial, et à mener des examens nationaux volontaires (ENV) dirigés par les États.

### Principaux tournants

**Premières sessions du FPHN:** La session inaugurale du FPHN, organisée le 24 septembre 2013, s'est tenue sous l'égide de l'AGNU après la session de clôture de la CDD. Les chefs d'État et de gouvernement y ont formulé un certain nombre de propositions concrètes sur le rôle du FPHN, indiquant qu'il devrait inclure les parties prenantes, mettre l'accent sur la responsabilité, examiner le programme de développement pour l'après-2015 et la mise en œuvre des ODD, et évaluer les questions d'un point de vue scientifique et local. Un accord général s'est dégagé quant à la nécessité d'un véritable équilibre entre les trois dimensions du développement durable et, pour le FPHN, de chercher à intégrer ces dimensions dans tout le système des Nations Unies.

Les sessions de 2014 et 2015 ont porté respectivement sur le dépassement des lacunes identifiées dans la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et sur le rôle potentiel du FPHN de l'après-2015 dans la mise en œuvre et l'évaluation.

**Session 2016 du FPHN:** La quatrième session du FPHN (11-20 juillet 2016) a été la première à se tenir après l'adoption du Programme 2030. C'était également la première session à inclure des ENV, et 22 pays ont partagé leurs expériences avec le Programme 2030. Cette session a également été la première au cours de laquelle des éléments de la Déclaration ministérielle ont été soumis au vote. Un paragraphe controversé portant sur l'Accord de Paris sur le changement climatique est resté intact à l'issue du vote.

**Session 2017 du FPHN:** Des examens approfondis des ODD ont été lancés lors de cette session (10-19 juillet 2017), se concentrant sur six objectifs: l'ODD 1 (Pas de pauvreté); l'ODD 2 (Faim « zéro »); l'ODD 3 (Bonne santé et bien-être); l'ODD 5 (Égalité entre les sexes); l'ODD 9 (Industrie, innovation et infrastructure); et l'ODD 14 (Vie aquatique). L'ODD 17 (Partenariats pour la réalisation des objectifs) a également été examiné et le serait chaque année au cours de ce premier cycle. Quarante-trois pays ont présenté des ENV. Une fois de plus, deux éléments de la Déclaration ministérielle, portant sur les territoires occupés et sur le système commercial multilatéral, ont été mis aux voix. Si la Déclaration a été adoptée, les deux paragraphes ayant reçu un soutien écrasant, un certain nombre de pays se sont abstenus de voter, protestant contre le fait que le processus de scrutin lui-même affaiblit l'envoi d'un signal politique fort par le FPHN.

**Session 2018 du FPHN:** Cette session (9-18 juillet 2018) a porté sur le thème « Transformer nos sociétés pour les rendre viables et résilientes ». Cinq objectifs ont été examinés outre l'ODD 17: l'ODD 6 (Eau propre et assainissement); l'ODD 7 (Énergie propre et d'un coût abordable); l'ODD 11 (Villes et communautés durables); l'ODD 12 (Consommation et production durables); et l'ODD 15 (Vie terrestre). Quarante-six pays ont présenté des ENV. Une Déclaration ministérielle a été adoptée, au terme d'un vote sur le texte dans son ensemble et plus particulièrement sur les moyens de mise en œuvre et les partenariats mondiaux, la paix et la sécurité, et l'égalité des genres.

**Session 2019 du FPHN:** La session 2019 (9-19 juillet 2019) a achevé le premier cycle quadriennal du FPHN. Le principal message de la réunion était que la réponse mondiale à la mise en œuvre des ODD n'avait pas été suffisamment ambitieuse et qu'un engagement renouvelé et une action accélérée étaient nécessaires pour réaliser les ODD dans les délais impartis. La réunion a porté sur le thème « Donner des moyens d'action aux populations et

assurer l'inclusion et l'égalité ». Cinq ODD y ont été examinés outre l'ODD 17: l'ODD 4 (Éducation de qualité); l'ODD 8 (Travail décent et croissance économique); l'ODD 10 (Inégalités réduites); l'ODD 13 (Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques); et l'ODD 16 (Paix, justice et institutions efficaces). Des ENV ont été présentés par 47 pays lors du débat ministériel, sept pays les présentant pour la deuxième fois.

**Sommet sur les ODD:** Le Sommet sur les ODD (24-25 septembre 2019) était la première session du FPHN à se réunir sous l'égide de l'AGNU depuis l'adoption du Programme 2030 en 2015. Les chefs d'État et de gouvernement y ont examiné les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme 2030 et de ses 17 ODD, à un peu plus d'une décennie seulement de la date cible de 2030. Le sommet a comporté six « dialogues entre dirigeants » portant sur: les grandes tendances ayant une incidence sur la réalisation des ODD; l'accélération de la réalisation des ODD: les points d'entrée importants; les mesures permettant de favoriser les progrès dans la réalisation des ODD; la réalisation des ODD à l'échelle locale; les partenariats pour le développement durable; et la Vision 2020-2030. Une déclaration politique a été adoptée au cours de la réunion d'ouverture, intitulée « Préparatifs pour une décennie d'action et de réalisations en faveur du développement durable: déclaration politique issue du Sommet sur les objectifs de développement durable ».

**Session 2020 du FPHN:** Cette réunion devait initialement entamer un nouveau cycle de quatre ans visant à examiner la mise en œuvre des ODD et à évaluer les progrès accomplis dans la réalisation du Programme 2030. Au lieu de cela, en raison de la pandémie de COVID-19, la réunion s'est tenue virtuellement et le programme a porté sur les incidences de la pandémie et la manière de « reconstruire en mieux ». Quarante-sept pays ont présenté des ENV, dont 26 pour la première fois. La réunion s'est achevée sans l'adoption de déclaration ministérielle du fait de l'absence de consensus et de procédures de vote à adopter lors d'une réunion virtuelle.

### Rapport de la réunion 2021 du FPHN

Le Président de l'ECOSOC Munir Akram (Pakistan) a ouvert la session 2021 du FPHN mardi 6 juillet. Il a mentionné l'effet dévastateur de la pandémie de COVID-19 dans le monde, notamment pour les populations et les pays les plus pauvres. Il a mis l'accent sur le recours au Programme 2030 et au Programme d'action d'Addis-Abeba sur le financement du développement comme guides pour faire face aux défis actuels. En tant que Président du FPHN, qui se réunissait sous l'égide de l'ECOSOC, Akram a encouragé les participants à utiliser le Forum comme une tribune permettant de démontrer un engagement sans faille envers le Programme 2030.

Macky Sall, Président du Sénégal, a demandé un accès égal aux vaccins et un financement supplémentaire pour les pays à faible revenu, notamment en Afrique. Il a fait observer le besoin de refonte du système économique mondial, y compris une réforme des règles de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) concernant les conditions des crédits à l'exportation, et de répression des flux financiers illicites et de la fraude fiscale. Il a accueilli avec satisfaction la proposition des États-Unis visant un taux minimum d'imposition des sociétés au niveau mondial.

Tedros Adhanom, Directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), a exposé comment la riposte à la COVID-19 est devenue une question de « nantis contre démunis ». Il a encouragé la poursuite des engagements par le biais de l'initiative COVAX pour s'assurer que les pays en développement ont accès à davantage de vaccins, données, informations, ressources, technologies et outils de santé afin que chaque nation puisse

protéger ses populations. Il a indiqué que l'OMS exhorte les États membres à se concentrer sur trois priorités principales: le partage des vaccins; l'apport de financements permettant de s'assurer que les pays ont les outils de santé nécessaires à la lutte contre le virus; et le partage des technologies à ARN messenger et des capacités et moyens scientifiques et technologiques.

Kristalina Georgieva, Directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), a attiré l'attention sur le fait que pour la première fois en 20 ans, la lutte contre la pauvreté recule. Elle a encouragé les pays à mobiliser des ressources et des financements supplémentaires, en se concentrant sur le secteur privé pour stimuler la croissance.

Ngozi Okonjo-Iweala, Directrice générale de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), a souligné que l'OMC a joué un rôle crucial au cours de la pandémie en exhortant les États membres à faire preuve de modération en matière de restrictions au commerce. Elle a appelé les États membres à libérer les chaînes d'approvisionnement de vaccins en réduisant les restrictions, à collaborer avec les pays en développement pour identifier les goulets d'étranglement en matière d'approvisionnement, et à partager la propriété intellectuelle, les technologies et les connaissances sur la production de vaccins.

Michael Kremer, du laboratoire d'innovation pour le développement de l'Institut d'économie Becker Friedman de l'Université de Chicago, lauréat du prix Nobel 2019, a évoqué le rôle de l'innovation dans la promotion du développement durable. Il a mis l'accent sur le rôle à jouer par les gouvernements et les institutions pour apporter des innovations physiques et politiques qui traitent les problèmes de la pandémie mondiale.

### *Les ODD en temps de crise: Une reprise durable, inclusive et résiliente après la pandémie de COVID-19 comme opportunité de réaliser les ODD*

Au cours de cette session, le 6 juillet, Liu Zhenmin, Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales, a présenté le [Rapport du Secrétaire général](#) sur les progrès accomplis dans la réalisation des ODD et les mesures à prendre pour concrétiser les ODD pendant la pandémie de COVID-19, en exposant la manière dont la pandémie a sapé des décennies d'efforts en matière de développement.

Achim Steiner, Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), a animé la session. Les participants se sont concentrés sur la manière de se relever de la pandémie et d'atteindre les ODD, en particulier dans le domaine de l'éducation, notamment en investissant dans l'éducation des filles, en encourageant la vaccination contre la COVID-19 pour aider les enfants à retourner à l'école, en garantissant la connectivité Internet dans les écoles, et en protégeant les enfants contre la maltraitance. D'autres observations ont porté sur les subventions ciblées pour les petites et moyennes entreprises, les politiques sanitaires universelles, l'innovation dans le domaine des données, les partenariats public-privé, l'allègement de la dette, et les transferts monétaires assortis de conditions (TMC). Il a également été préconisé de privilégier l'inclusion et l'équité dans le secteur des services à la personne (économie des services à la personne), qui représente 9% du produit intérieur brut (PIB) mondial.

Un compte-rendu plus détaillé (en anglais) est disponible à l'adresse suivante: [enb.iisd.org/sdgs/HLPF2021/daily-report/6July2021](https://enb.iisd.org/sdgs/HLPF2021/daily-report/6July2021)

### *Veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte*

Jane Barratt, Secrétaire générale de la Fédération internationale de la vieillesse, a animé la session du 6 juillet, en annonçant que des millions de personnes parmi les plus vulnérables ont été laissées pour compte.



Les participants et les intervenants ont recommandé d'adopter une approche fondée sur les droits de la personne pour la reprise après la pandémie, d'accroître les dépenses sociales, et d'améliorer l'accès à Internet, qu'un participant a qualifié de « planche de salut » lors de la pandémie et qui est un vecteur déterminant du développement humain. La réunion-débat s'est également penchée sur les difficultés rencontrées par les PMA pendant la pandémie, notamment la réduction du commerce et du tourisme, et sur les groupes les plus touchés par la pandémie, « le chaînon manquant difficile à atteindre », en particulier dans les pays du Sud. Un appui financier rapide a en outre été demandé pour les pays en développement, notamment des subventions sans conditions pour répondre aux besoins en matière de soins de santé et créer des filets de sécurité, des politiques qui traitent de l'emploi des jeunes et de la santé mentale, des données intégrées pour le développement, et des systèmes de protection sociale, en particulier pour les immigrés, qui sont les plus vulnérables à la pandémie mais se trouvent également sur la ligne de front de la riposte dans les domaines des soins de santé, des soins à domicile et de l'agriculture.

Un compte-rendu plus détaillé (en anglais) est disponible à l'adresse suivante: [enb.iisd.org/sdgs/HLPF2021/daily-report/6July2021](http://enb.iisd.org/sdgs/HLPF2021/daily-report/6July2021)

### ***Renforcer la résilience face aux chocs futurs par des changements structurels et des investissements dans des infrastructures durables***

Le 6 juillet, l'animateur Atif Kubursi, de l'Université McMaster au Canada, a ouvert le débat, en faisant observer que les fractures dans les domaines du numérique et des infrastructures ont entravé notre sécurité collective.

Les participants ont mis en exergue les multiples désavantages auxquels sont confrontés les pays en développement du fait des incidences des changements climatiques et de la pandémie. Parmi les recommandations visant à contribuer à atténuer cette fracture croissante figuraient: l'exploitation de la technologie pour mieux anticiper les chocs et désastres futurs; l'apport d'un financement permettant de transformer le changement climatique en catalyseur de la croissance économique; l'accessibilité des technologies en ligne pour garantir une répartition équitable des denrées alimentaires; et la mise en relation effective des bénévoles, des prestataires de services et des décideurs politiques afin de renforcer les services publics et sociaux.

Au cours du débat, les participants ont fait observer qu'il est important de remédier aux inégalités, en investissant dans les infrastructures permettant de combattre les inégalités sociales, la connectivité Internet, la gestion des risques et la promotion de l'innovation commerciale.

Un compte-rendu plus détaillé (en anglais) est disponible à l'adresse suivante: [enb.iisd.org/sdgs/HLPF2021/daily-report/6July2021](http://enb.iisd.org/sdgs/HLPF2021/daily-report/6July2021)

### ***Point sur les ODD: Comment nous mettre sur la bonne voie pour éliminer la pauvreté et la faim, et évoluer vers des économies inclusives et durables?***

Dans sa déclaration liminaire du mercredi 7 juillet, Sania Nishtar, Ministre fédérale et Assistante spéciale du Premier Ministre du Pakistan pour la réduction de la pauvreté et la sécurité sociale, a abordé les incidences socio-économiques disproportionnées de la COVID-19 sur les pauvres.

Maria-Francesca Spatolisano, du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DESA), a présenté les résultats d'un sondage public sur les bonnes pratiques dans la mise en œuvre des ODD. Elle a mis en exergue quelques-unes des 740 contributions, à savoir: le Plan d'investissement extérieur de l'Union européenne (UE), le Partenariat pour l'action en faveur

d'une économie verte, Yucatan Solidario, le projet SINERGI, le Programme Planète+ pour la neutralité carbone à l'horizon 2022, et Impact Investing du laboratoire pharmaceutique Merck.

Yongyi Min, de DESA, a présenté les éléments du rapport du Secrétaire général ayant trait aux progrès dans la réalisation des ODD 1, 2 et 8. Elle a indiqué que le taux de pauvreté mondiale est estimé à 7% d'ici 2030, manquant la cible de 3% fixée par les ODD, et qu'entre 83 et 132 millions de personnes supplémentaires ont connu la faim en 2020, alors que 255 millions de personnes ont perdu leur emploi à plein temps, à savoir quatre fois plus qu'au cours de la crise financière de 2007-2009. Elle a ajouté que les jeunes et les femmes ont été touchés particulièrement durement par la pandémie.

Gerda Verburg, Coordinatrice du mouvement Renforcer la nutrition (SUN), a animé la session. Au cours de la première réunion-débat, les discussions se sont concentrées sur le rôle des partenariats, de l'aide financière aux pays en développement et des nouvelles sources de financement, ainsi que du déploiement des vaccins contre la COVID-19 et de l'équité en matière de vaccins dans la réalisation des ODD. Les participants ont mis l'accent sur le besoin: de protection sociale universelle; de cohérence politique entre les dimensions sanitaire, sociale et économique; d'officialisation des travailleurs du secteur informel et d'équité entre les genres en matière d'emploi; de programmes d'alimentation scolaire pour améliorer la nutrition; et de TMC et de financement par le secteur privé.

La deuxième réunion-débat a porté sur la voix des petits producteurs, qui produisent 30 à 70% des denrées alimentaires au niveau mondial. Les débats ont mis l'accent sur: les filets de sécurité pour les agriculteurs; les liens d'interdépendance entre le climat et la nutrition; l'union des investissements et des financements publics et privés pour l'agriculture, et la combinaison des mesures incitatives et des politiques; et les solutions fondées sur la nature permettant de lutter contre la faim et la malnutrition. Les participants et les intervenants ont souligné que la pandémie a aggravé la pauvreté et la faim chez les populations les plus vulnérables et marginalisées.

Un compte-rendu plus détaillé (en anglais) est disponible à l'adresse suivante: [enb.iisd.org/sdgs/HLPF2021/daily-report/7July2021](http://enb.iisd.org/sdgs/HLPF2021/daily-report/7July2021)

### ***Regard sur les cibles 2020: mise en œuvre et révision***

Animant cette session le 7 juillet, Manish Bapna, de l'Institut des ressources mondiales, a demandé aux participants de réfléchir à l'opportunité de mettre à jour les 21 cibles dont l'échéance était fixée à 2020 pour refléter les cibles correspondantes en cours de développement dans le cadre des processus intergouvernementaux concernés.

Certains participants se sont montrés intéressés par la mise à jour des cibles de 2020. D'autres ont demandé un examen continu des cibles de 2020 mais ont mis en garde contre la réouverture du Programme 2030, en rappelant aux participants l'équilibre délicat obtenu lors des négociations et en faisant observer le risque d'un démantèlement du Programme dans son entier. Les intervenants ont indiqué, par exemple, que les enseignements tirés des difficultés rencontrées dans la réalisation des objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique sont utilisés pour élaborer le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020, et que le fait de ne pas atteindre certaines cibles n'amointrit pas les efforts déployés dans l'ensemble, car leur concrétisation est un « travail incessant ». Les participants ont également mis l'accent sur le rôle de la coopération régionale en ce qui concerne des questions comme la gestion durable des forêts, la sécurité routière, les infrastructures et l'épanouissement des jeunes, et ils ont souligné qu'il est nécessaire de renforcer le suivi, l'ambition politique et le financement, tel que les paiements pour services rendus par les

écosystèmes permettant d'assurer un monde neutre en carbone et favorable à la nature, ainsi que les prises de décisions fondées sur des données factuelles et l'importance de la voix de la société civile.

Un compte-rendu plus détaillé (en anglais) est disponible à l'adresse suivante: [enb.iisd.org/sdgs/HLPF2021/daily-report/7July2021](http://enb.iisd.org/sdgs/HLPF2021/daily-report/7July2021)

### **Point sur les ODD: Comment réorganiser et transformer la consommation et la production, et atténuer le changement climatique?**

Le 7 juillet, Heather Page, de DESA, a présenté les éléments du rapport du Secrétaire général ayant trait aux progrès dans la réalisation des ODD 12, 13 et 17. Elle a souligné: qu'un million de bouteilles de boissons en plastique sont achetées chaque minute; que cinq billions de sacs plastiques à usage unique sont jetés chaque année; que l'empreinte matérielle globale a augmenté de 70% entre 2000 et 2017; que les concentrations de gaz à effet de serre ont atteint des niveaux record en 2020; et que l'investissement étranger direct (IED) a connu une baisse ayant parfois atteint 40%, et se trouve en dessous d'un billion USD pour la première fois depuis 2005.

Jennifer Morris, Directrice générale de l'organisation The Nature Conservancy, a animé les débats. Dans la première réunion-débat, les intervenants ont examiné une série de questions, dont: le financement à faible émission de carbone et favorable à la nature; les émissions imputables à l'agriculture et à la sylviculture et la sortie des combustibles fossiles; la souveraineté alimentaire; l'autonomisation des petits exploitants et des jeunes; et l'importance des partenariats.

Dans la seconde réunion-débat, les discussions ont porté sur la manière de transformer la consommation et la production économiques et sociales pour les rendre plus durables, et de promouvoir une économie circulaire.

Un compte-rendu plus détaillé (en anglais) est disponible à l'adresse suivante: [enb.iisd.org/sdgs/HLPF2021/daily-report/7July2021](http://enb.iisd.org/sdgs/HLPF2021/daily-report/7July2021)

### **Point sur les ODD: Comment nous mettre sur la voie de la construction de sociétés plus pacifiques, égalitaires et inclusives?**

Le 8 juillet, Haoyi Chen, de DESA, a présenté des éléments du rapport du Secrétaire général ayant trait aux progrès dans la réalisation des ODD, dont le bouleversement des services de santé et les tendances à la hausse en ce qui concerne les personnes déplacées, le travail des enfants et les victimes de la traite des personnes.

Jan Beagle, Directeur général de l'Organisation internationale de droit du développement, a animé la session, en faisant observer que la riposte à la COVID-19 et les ODD constituent fondamentalement le même programme. Les participants ont attiré l'attention sur le « monopole pharmaceutique » avec lequel les pays en développement doivent composer non seulement pour accéder aux vaccins contre la COVID-19 mais aussi pour combattre d'autres pandémies actuelles comme le VIH, la tuberculose, le paludisme et l'Ebola. Ils se sont en outre dits favorables à des soins de santé et une protection sociale universels pour aider à la promotion des groupes marginalisés. Les participants ont fait observer que les cercles vicieux de corruption qui persistent, aidés par des paradis fiscaux à l'étranger, ont contribué aux inégalités sociales et économiques. Ils ont préconisé des systèmes d'audit stables qui soient transparents et regagnent la confiance des citoyens. Plusieurs intervenants ont en outre mis l'accent sur les interconnexions des crises actuelles et ont encouragé l'adoption d'une approche « Une seule santé » appuyée

par la coopération internationale et une dotation en faveur de travailleurs et de services de santé supplémentaires.

Un compte-rendu plus détaillé (en anglais) est disponible à l'adresse suivante: [enb.iisd.org/sdgs/HLPF2021/daily-report/8July2021](http://enb.iisd.org/sdgs/HLPF2021/daily-report/8July2021)

### **L'action au niveau local: Comment soutenir les autorités locales dans la mise en œuvre des ODD et comment tirer parti au mieux des examens locaux volontaires?**

Le 8 juillet, l'animateur Tony Pipa, associé principal de recherche de l'Institution Brookings, a mis en exergue l'utilité des examens locaux volontaires (ELV) pour la traduction des objectifs en actions et solutions concrètes à l'échelon communautaire. Les intervenants issus d'autorités locales ont partagé leurs expériences des ELV, en faisant observer qu'ils sont utiles parce qu'ils sont préparés par les communautés locales selon leurs propres termes. Ils ont souligné que les ODD ne peuvent être atteints que si les autorités locales prennent l'initiative, étant donné qu'un tiers des cibles doit être atteint au niveau local. Il a été annoncé que la Déclaration sur les ELV, qui engage de manière formelle les gouvernements locaux et régionaux à faire rapport sur les ODD, compte à ce jour 215 signataires du monde entier. Le débat a mis en exergue la nécessité d'autonomiser et de soutenir les gouvernements locaux, l'importance des données pour soutenir les communautés locales, et la nécessité de sensibiliser davantage les gouvernements locaux aux ODD.

Un compte-rendu plus détaillé (en anglais) est disponible à l'adresse suivante: [enb.iisd.org/sdgs/HLPF2021/daily-report/8July2021](http://enb.iisd.org/sdgs/HLPF2021/daily-report/8July2021)

### **Rétablir les conditions de progrès vers les ODD dans les pays africains, les pays les moins avancés et les pays en développement sans littoral**

Le 8 juillet Armida Salsiah Alisjahbana, Secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), s'exprimant au nom des cinq commissions régionales des Nations Unies, a demandé d'intensifier les programmes de reprise pour accorder la priorité aux populations et à la planète, de stimuler la diversification des exportations et d'exploiter les technologies nouvelles et émergentes, et appelé la communauté internationale à compléter les efforts nationaux de reprise après la COVID-19.

L'animateur Courtenay Rattray, Haut-Représentant des Nations Unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, a demandé une accélération de l'accès aux vaccins, le rétablissement des conditions de vie, et un redressement de cap afin d'atteindre les ODD.

Les participants ont fait observer qu'il est nécessaire de rétablir le financement de la mise en œuvre des ODD, et pas seulement d'octroyer davantage de ressources financières mais un meilleur financement, plus efficace. Ils ont fait observer que le manque d'accès à l'énergie des PMA et PDSL a une incidence sur les progrès dans la réalisation d'autres ODD, et ont demandé une formation et une éducation ciblées des femmes et des jeunes, en particulier en ce qui concerne les emplois dans le secteur des énergies propres et une transition énergétique juste, ainsi que la concrétisation des ODD et des objectifs de l'Accord de Paris sur le changement climatique. Faisant remarquer que les économies des PDSL et des PMA se sont détériorées en 2020, ils ont demandé de se concentrer sur l'élimination de la pauvreté extrême, des meilleurs plans de relance, un passage à une économie plus industrialisée et à plus forte intensité de connaissances, une architecture d'allègement de la dette plus globale, le renforcement des partenariats mondiaux et multipartites, et une coopération Sud-Sud et triangulaire.

Un compte-rendu plus détaillé (en anglais) est disponible à l'adresse suivante: [enb.iisd.org/sdgs/HLPF2021/daily-report/8July2021](http://enb.iisd.org/sdgs/HLPF2021/daily-report/8July2021)

### ***Se rassembler pour aider les petits États insulaires en développement à s'engager sur la voie de la réalisation des ODD***

Le 9 juillet, Mafalda Duarte, Directrice générale du Fonds d'investissement climatique, a déclaré que le statut de pays à revenu intermédiaire qu'ont de nombreux PEID ne reflète pas leur situation réelle de manière adéquate. En ce qui concerne la pandémie, les PEID subissent l'essentiel des 70% de réduction des voyages internationaux et rendent compte de 7% de baisse de leur PIB.

La réunion-débat, animée par E.P. Chet Greene, Ministre des Affaires étrangères, de l'immigration et du commerce international d'Antigua et Barbuda, a porté sur l'importance d'élaborer un indice de vulnérabilité multidimensionnelle (IVM) pour les PEID. Les intervenants ont fait valoir que le PIB ne tient pas compte des vulnérabilités multiples des PEID, notamment les changements climatiques, les cyclones tropicaux et la dépendance au tourisme et aux importations. Leur classement parmi les pays à revenu intermédiaire empêche les PEID de recevoir une aide concessionnelle indispensable, ce qui a un effet néfaste sur la reprise après la pandémie. Selon les termes d'un intervenant: « Lorsque un ouragan ou un cyclone se présente, il ne demande pas quel est votre PIB ».

Un compte-rendu plus détaillé (en anglais) est disponible à l'adresse suivante: [enb.iisd.org/sdgs/HLPF2021/daily-report/9July2021](http://enb.iisd.org/sdgs/HLPF2021/daily-report/9July2021)

### ***Mobiliser la science, la technologie et l'innovation et renforcer l'interface science-politique-société***

Andrejs Pildegovičs, Coprésident du Forum Science, Technologie et Innovation (STI) 2021 (Lettonie), a animé cette session le 9 juillet. Les participants ont mis l'accent sur le rôle indispensable des STI dans le programme du développement durable. Il a été observé que la moitié de la population mondiale continue à être déconnectée des technologies numériques, avec un coût estimé à 450 milliards USD, qui reste à couvrir faute de financement. Les participants ont ajouté que l'écart numérique se creuse davantage à l'intersection entre technologies et genres, en faisant observer que les femmes et les filles continuent à souffrir de manière disproportionnée d'un accès insuffisant aux connaissances et savoir-faire en matière de STI, qui sont nécessaires pour être compétitif dans l'économie formelle. Les participants ont fait part de la manière dont leurs pays et organisations respectifs créent des initiatives et des programmes visant à connecter les groupes les plus vulnérables aux plateformes numériques. Ils ont en outre expliqué comment les technologies peuvent être exploitées pour s'attaquer directement aux défis mondiaux tels que la sécurité alimentaire grâce à des méthodes agricoles avancées et plus vertes, en prévoyant les catastrophes futures, et en garantissant des chaînes d'approvisionnement plus équitables.

Un compte-rendu plus détaillé (en anglais) est disponible à l'adresse suivante: [enb.iisd.org/sdgs/HLPF2021/daily-report/9July2021](http://enb.iisd.org/sdgs/HLPF2021/daily-report/9July2021)

### ***Vision et priorités de la société civile, du secteur privé et des autres Grands groupes et parties prenantes: réaliser les ODD dans un contexte de reprise après la COVID-19***

Dans cette réunion-débat du 9 juillet, animée par Mabel Bianco, Coprésidente du Mécanisme de coordination des Grands Groupes et autres parties prenantes du FPHN, les participants ont souligné que les Grands groupes et autres parties prenantes

représentent des acteurs essentiels de la mise en œuvre des ODD en ce qu'ils demandent des comptes aux gouvernements et veillent à ce que personne ne soit laissé pour compte. Ils sont convenus que la COVID-19 a creusé les inégalités, en particulier pour les populations vulnérables et confrontées à une discrimination fondée sur la race, le genre et l'homophobie, et ils ont demandé des lois et des politiques qui favorisent l'accès à l'éducation, aux soins de santé et à l'emploi pour tous et sans entraves. Certains ont alerté sur le fait que de nombreux pays utilisent la pandémie comme excuse pour accroître l'autoritarisme et les violations des droits de la personne et ont recommandé de veiller à une mise en œuvre des ODD sous l'angle des droits humains, en soulignant qu'il est important de consulter et d'impliquer les femmes, les personnes handicapées et les personnes âgées pour la mise en œuvre du Programme 2030.

Un compte-rendu plus détaillé (en anglais) est disponible à l'adresse suivante: [enb.iisd.org/sdgs/HLPF2021/daily-report/9July2021](http://enb.iisd.org/sdgs/HLPF2021/daily-report/9July2021)

### ***Investir dans les ODD***

Lundi 12 juillet, les participants se sont réunis pour assister à des présentations sur la refonte du secteur financier au cours d'une réunion-débat animée par Homi Kharas, associé principal de recherche et Directeur adjoint du Programme sur l'économie mondiale et le développement de l'Institution Brookings. Comme l'ont fait observer de nombreux participants, la question du financement, qui avant la pandémie constituait déjà une entrave majeure à un progrès équitable et à la réalisation globale des ODD, est devenu un obstacle considérablement plus important au cours de la pandémie. Les besoins financiers résumés par les intervenants étaient impérieux, pressants et généralisés. Six pays ont failli à rembourser leur dette en 2020, et une augmentation de 11% du PIB a été enregistrée en poids de la dette dans les marchés émergents ainsi qu'un taux de défaut des marchés émergents s'élevant à 19% de la dette souveraine, entraînant une hausse de 15 billion USD de la dette mondiale par rapport à 2019. Cela a amené 36 pays à revoir à la baisse leurs cotes de crédit, le FMI à prévoir que 47 pays auront des PIB par habitant inférieurs aux niveaux de 2019 d'ici cinq ans, et a entraîné une baisse de l'IED en 2020 de 37% en Amérique latine et 4% en Asie, ainsi que des tendances négatives dans plus de 30 marchés émergents. Un large accord s'est dégagé parmi les participants sur le besoin de réforme globale de l'architecture financière internationale et de l'architecture de la dette. De nombreux participants ont en outre souligné qu'il est nécessaire de se détourner du PIB par habitant et des mesures du revenu national pour intégrer des mesures de vulnérabilités.

Pour aborder les difficultés financières de manière plus approfondie, les participants ont recommandé un certain nombre de solutions. Ils ont envisagé, entre autres, les options suivantes: un allègement de la dette à plus grande échelle en utilisant de nouveaux instruments; l'augmentation des liquidités et l'accès à un financement à des conditions concessionnelles; des droits de tirage spéciaux assortis d'une distribution de liquidités; l'utilisation d'obligations sociales, vertes et durables; et l'augmentation des financements provenant du secteur privé. Les participants ont également préconisé: un plus grande transparence des investissements et l'affinage de la méthodologie permettant de définir, de « coter » et de mesurer l'impact des projets de développement durable; l'implication de débiteurs et créanciers divers; le renforcement de l'équité de genre dans le domaine du numérique; et la lutte contre la fraude fiscale des sociétés multinationales.

En ce qui concerne l'appui financier aux pays en développement, ils ont encouragé: l'orientation des capitaux vers les économies émergentes et les marchés en développement;



l'affectation de plus de ressources provenant du secteur privé aux pays pâtissant d'un sous-investissement; les échanges dette-nature; le respect et le renforcement des engagements en matière d'aide publique au développement (APD); et l'appel aux créanciers privés à participer à l'Initiative de suspension du service de la dette.

Les États membres ont présenté un certain nombre d'innovations déjà mises en œuvre, notamment les obligations vertes et les obligations d'État bleues, et un cadre qui recense l'APD au regard des ODD.

Un compte-rendu plus détaillé (en anglais) est disponible à l'adresse suivante: [enb.iisd.org/sdgs/HLPF2021/daily-report/12July2021](https://enb.iisd.org/sdgs/HLPF2021/daily-report/12July2021)

### **Ouverture du débat de haut niveau de l'ECOSOC et débat ministériel du FPHN**

Le Président de l'ECOSOC Akram a ouvert le débat de haut niveau mardi 13 juillet, en faisant observer que le débat ministériel représente l'occasion de faire preuve de solidarité internationale et de coopération, et de jeter les bases d'une reprise mondiale qui reconstruise en mieux. Il a plaidé pour une vaccination universelle et un programme global de protection sociale, en déclarant que « personne ne sera en sécurité, tant que tout le monde ne sera pas en sécurité ».

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies António Guterres a demandé une action décisive dans quatre domaines:

- l'accès universel aux vaccins, aux tests, et à l'assistance pour la lutte contre la COVID-19;
- des mesures immédiates et ambitieuses pour lutter contre les changements climatiques, y compris des engagements à réduire à zéro les émissions de carbone d'ici le milieu du siècle, l'accélération de la sortie des combustibles fossiles, et un financement adéquat;
- l'investissement dans des sociétés plus égalitaires et propices à l'intégration, y compris l'égalité des genres, l'économie des services à la personne, l'emploi et la formation des jeunes, et des conditions de travail et droits des travailleurs améliorés dans le secteur informel; et
- le financement du développement, y compris une architecture de la dette plus équitable.

Le Président de l'AGNU Volkan Bozkir a souligné que la pandémie est à la fois une tragédie et une opportunité. Il a demandé: une réforme de l'architecture globale du financement; une expansion rapide de la numérisation, en faisant observer que la fracture numérique est en train de devenir « le nouveau visage des inégalités »; la réduction des inégalités liées au genre; et la promotion d'une reprise écologique qui harmonise la relation de l'humanité avec le monde naturel.

Imran Khan, Premier ministre du Pakistan, a abordé le triple défi environnemental auquel est confronté le monde alors qu'il cherche à lutter contre les changements climatiques, l'appauvrissement de la biodiversité et la pollution. Il a signalé les inégalités existant dans les pays et d'un pays à l'autre et a fait part de quatre priorités permettant de réaliser les ODD et la reprise après la pandémie, à savoir: un accès universel et abordable aux vaccins; un financement adéquat; des stratégies de protection sociale; et des réformes de l'architecture financière et commerciale internationale.

Joko Widodo, Président de l'Indonésie a demandé: une reprise rapide grâce à un accès équitable et juste aux vaccins, en soulignant la nécessité d'agir et en affirmant que « la formule «les vaccins en tant que bien public mondial» ne peut rester un slogan »; une attention portée à l'assistance aux populations vulnérables, à l'aide aux pays en développement, et au renforcement des partenariats mondiaux et de la confiance.

Marta Lucía Ramírez Blanco, Vice-Présidente de la Colombie, a mis en exergue l'expérience de la Colombie quant aux répercussions de la crise, en particulier en ce qui concerne l'élimination de la pauvreté, les inégalités et le chômage, et le travail sur des solutions innovantes, vertes et durables à grande échelle. Elle a attiré l'attention sur le Pacte Leticia, la nouvelle charte environnementale de la Communauté andine, et la révision de la contribution déterminée au niveau national (CDN) de la Colombie.

Faisant observer que son pays se classe parmi les dix premiers en matière de progrès dans la réalisation des ODD, Sebastian Kurz, Chancelier de l'Autriche, a présenté les enseignements tirés par l'Autriche de la riposte à la COVID-19. Il a annoncé que des tests de dépistage électroniques sont utilisés dans les écoles 2 à 3 fois par semaine, et que l'Autriche, avec 2 millions de tests par semaine pour une population de 9 millions, a le taux de test le plus élevé au monde. Il a également déclaré que le soutien du gouvernement aux petites et moyennes entreprises a sauvé plus d'un million d'emplois, et que l'investissement dans la numérisation comprend 1,4 milliard EUR en faveur de la couverture en haut débit des entreprises, de l'administration publique et des écoles à l'horizon 2030.

Steve Lee, du Grand groupe des enfants et des jeunes, a mis en exergue les principaux résultats du Forum des jeunes 2021 de l'ECOSOC qui appellent les États membres à: donner la priorité à l'accès universel et abordable aux services de santé mentale pour les jeunes; fournir un accès universel et abordable à Internet; mettre un terme à l'investissement dans le charbon, le pétrole et le gaz; augmenter les CDN; garantir l'inclusion des jeunes handicapés; et adopter une approche intersectionnelle pour saisir les données ventilées concernant les jeunes. Il a souligné qu'il est important de partager le pouvoir de décision avec les jeunes et d'inclure les enfants dans les délégations onusiennes et le processus d'ENV.

Melati Wijzen, co-fondatrice des organisations Bye Plastic Bags et Youthtopia, a mis l'accent sur: l'association des jeunes, de plein droit, à la mise en œuvre des ODD; l'investissement dans l'éducation; l'importance des partenariats à long terme; et la responsabilité, l'urgence et le besoin parmi les jeunes de « se mobiliser et de s'unir ». Elle a présenté son travail, qui a permis de promouvoir l'interdiction des sacs plastiques à Bali, en Indonésie, et a fait valoir que cette initiative menée par les jeunes existe désormais dans plus d'une trentaine de pays et a conduit à la création de Youthtopia, qui apporte aux jeunes des compétences d'acteurs de changement.

**Discours liminaire:** Lors de son discours liminaire le 13 juillet, Sveinung Rotevatn, Président de la cinquième réunion de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement (ANUE 5) et Ministre de l'environnement et du climat de la Norvège, a mis l'accent sur le besoin d'approches holistiques permettant de répondre aux effets néfastes des crises environnementales et économiques, qui se font ressentir de manière disproportionnée par les groupes marginalisés.

Afin de répondre de manière appropriée aux triples crises environnementales, il a suggéré:

- d'amplifier les mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques à l'échelon mondial afin d'honorer les engagements pris au titre de l'Accord de Paris;
- de définir des voies économiquement et socialement viables permettant d'enrayer et d'inverser la perte de biodiversité et d'améliorer l'intégrité des écosystèmes;
- de renforcer les capacités en vue d'une bonne gestion des produits chimiques et des déchets;
- de promouvoir une gouvernance mondiale efficace;

- de mobiliser des ressources adéquates, prévisibles et durables de toutes provenances;
- d'adopter un cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 qui soit ambitieux et réaliste; et
- d'élaborer des mesures qui favorisent l'intégration de la durabilité environnementale dans tous les secteurs économiques.

Il a fait observer que 2022 marque le 50<sup>e</sup> anniversaire du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et a invité les États membres et les parties prenantes à prendre part à la session extraordinaire de célébration de l'ANUE.

**Messages des régions:** La session de mercredi 14 juillet a été animée par Rola Dashti, Secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO). Après une brève vidéo mettant en exergue les principaux défis régionaux, les ministres ayant présidé les Forums régionaux 2021 pour le développement durable ont fait rapport sur les recommandations émanant des réunions, qui portent notamment sur la nécessité d'investir dans la recherche et l'innovation, de mobiliser davantage de ressources, d'augmenter le niveau d'ambition en matière de lutte contre les changements climatiques et d'évoluer vers la neutralité carbone, d'accélérer la numérisation, de se doter de soins de santé universels, de promouvoir une reprise durable après la pandémie, de renforcer la collaboration régionale, et d'élargir l'espace dévolu à la société civile pour inclure toutes les parties prenantes.

Les Secrétaires exécutives des cinq commissions régionales des Nations Unies ont ensuite présenté leurs messages, qui ont mis en exergue le besoin d'accès équitable aux vaccins, l'amélioration des financements, le traitement de la dette, l'amélioration des programmes de protection sociale, la numérisation, l'accès à de meilleures données, et l'économie verte.

Au cours du dialogue interactif intitulé « Les voix des régions », les intervenants du secteur privé et de la société civile ont présenté leur réponse à la pandémie de COVID-19. Ils ont demandé une augmentation de la coopération et des partenariats entre les secteurs public et privé, une mobilisation des ressources en faveur des énergies renouvelables, et l'utilisation des mouvements communautaires comme exemple de la façon dont le dialogue peut mener à une élaboration évolutive des politiques.

Un compte-rendu plus détaillé (en anglais) est disponible à l'adresse suivante: [enb.iisd.org/sdgs/HLPF2021/daily-report/14July2021](https://enb.iisd.org/sdgs/HLPF2021/daily-report/14July2021)

### **Examens nationaux volontaires**

La Secrétaire générale adjointe de l'Organisation des Nations Unies Amina Mohammed a ouvert la session consacrée à la présentation des ENV. Elle a déclaré que les ENV sont désormais au cœur du FPHN, en indiquant que 177 pays ont présenté au moins un ENV, ce qui est le reflet de l'engagement envers le Programme 2030. Elle a émis le souhait que les ENV présentés cette année permettent au FPHN d'examiner les plans et stratégies de redressement permettant de réaliser les ODD à l'horizon 2030. Elle a souligné que les ENV ont amélioré la transparence, tout en renforçant les institutions et la coopération ministérielle, et a salué la centaine d'équipes de pays des Nations Unies et les commissions économiques onusiennes pour leur appui à la préparation des ENV.

Quarante-deux pays ont présenté leur ENV entre le 12 et le 15 juillet, dont 8 pour la première fois, 24 pour la deuxième fois, et 10 pour la troisième fois. Au terme de chaque présentation, les autres pays et parties prenantes avaient l'occasion de poser des questions. Les résumés des dialogues interactifs relatifs aux présentations des 12 au 14 juillet se trouvent dans les comptes-rendus quotidiens, en anglais (voir les liens ci-dessous). Les

dialogues interactifs du 15 juillet sont résumés ici. Les résumés sont présentés selon l'ordre de présentation des ENV.

**Lundi 12 juillet:** L'AZERBAÏDJAN a présenté son troisième ENV. Le délégué a présenté le Conseil national de coordination du développement durable, qui consulte la communauté scientifique, les ONG, la société civile et le secteur privé, en indiquant que la nouvelle stratégie socio-économique 2021-2025 du pays est en cours d'adaptation aux ODD. Il a signalé plusieurs réformes de 2019, notamment le doublement du salaire minimum et l'augmentation des niveaux des pensions. En matière de réponse à la COVID-19, il a mentionné des priorités comprenant la vaccination, l'élargissement des allocations de chômage, l'amélioration des systèmes de soins de santé, et le redressement de l'économie. Il a souligné que la fin du conflit du Haut-Karabakh apporte une paix et une stabilité accrues, ce qui constitue une condition indispensable au développement durable.

La RÉPUBLIQUE TCHÈQUE a présenté son deuxième ENV, en mettant en exergue les changements climatiques et la transformation écologique de la République tchèque qui vise à protéger l'environnement et la diversité biologique. À cet égard, le délégué a indiqué que la République tchèque a pour objectif de planter 10 millions d'arbres, de réduire sa consommation d'eau, de réduire ses déchets et de mettre un terme à la production de charbon. La République tchèque a indiqué qu'elle a augmenté ses dépenses dans les domaines de la recherche et du développement, de l'éducation, de la formation à l'emploi et des soins de santé, et qu'elle lutte contre le chômage. Cependant, l'ENV a constaté des progrès moindres en ce qui concerne l'ODD 5 (Égalité entre les sexes) et le besoin de changements systémiques plus importants.

L'ÉGYPTE a présenté son troisième ENV, en mettant l'accent sur son approche participative robuste et l'alignement sur la Vision 2030 de l'Égypte. L'ENV comprend des données factuelles tirées de 27 rapports des gouvernorats égyptiens, qui exposent les progrès accomplis dans la concrétisation des cibles et indicateurs des ODD dans chacun des gouvernorats, afin de cibler les lacunes relatives au développement à l'échelon local. La déléguée a souligné que cet ENV est axé sur une approche englobant l'ensemble de la société et présente de nombreux résultats tels que l'Initiative 100 millions de vie en bonne santé, la diminution des taux de pauvreté, un fonds souverain et des obligations vertes.

Le QATAR a présenté son troisième ENV et a mis en exergue son programme intégré visant à faire face à la pandémie de COVID-19, qui a permis de réduire au minimum les pertes en vies humaines. Le délégué a déclaré que la réalisation du Programme 2030 demande une économie fondée sur la connaissance, un appui à la recherche et au développement, et des données statistiques exhaustives. Il a souligné que la Vision nationale 2030 du Qatar comprend une dimension relative à l'égalité et à la justice, et prend en considération les besoins des groupes vulnérables en offrant des possibilités de formation et d'emploi. Il a également mentionné l'importance d'accueillir la première Coupe du monde FIFA sans émission de carbone en 2022, et l'utilité des établissements d'enseignement bien classés.

Dans son troisième ENV, le NIGER a présenté quelques légers progrès dans la réalisation des ODD accomplis avant la pandémie, notamment une diminution des niveaux de pauvreté générale, de la malnutrition chronique, de la mortalité maternelle et infantile, et de la prévalence du VIH, associée à une augmentation de l'espérance de vie, de la vaccination contre la tuberculose, et du PIB. Le délégué a indiqué que ces améliorations ont fortement souffert de la pandémie. Il a signalé les défis à relever pour renforcer la promotion de la bonne gouvernance, repenser le système d'éducation, développer le capital humain en se concentrant en particulier sur l'éducation des filles et l'amélioration des soins de santé, améliorer l'intégrité territoriale,



comblent les lacunes en matière de données et intégrer les données, et mobiliser des ressources nationales.

L'URUGUAY a présenté son troisième ENV et a évoqué la mise en place d'un Fonds de solidarité qui a permis d'augmenter les investissements de l'année de 1,4 à 1,7% du PIB, ainsi que la création d'un Plan national de réinstallation. Le délégué a indiqué que 60% de la population a reçu sa première dose de vaccin contre la COVID-19. Il a mis l'accent sur l'élaboration de politiques publiques pour l'éducation, la protection sociale et une société centrée sur les personnes, y compris un programme d'éducation axé sur les plus vulnérables. Il a déclaré que la viabilité financière est un enjeu majeur, en ajoutant que les marchés de capitaux et de l'environnement doivent être harmonisés et que les modèles commerciaux doivent être liés aux ODD.

La COLOMBIE a mis en exergue la méthodologie participative adoptée pour l'élaboration de son troisième ENV, qui comprend des contributions de la société civile, des milieux universitaires et du secteur privé. Le délégué a indiqué que les ODD ont été intégrés dans tous les services du gouvernement, et que plus de 98% des indicateurs du Plan national de développement 2018-2022 sont alignés sur l'un des ODD. Les avancées importantes ont été interrompues par la pandémie mais de nouveaux programmes ont réduit la progression de la pauvreté en accordant des exonérations d'impôt aux plus pauvres et en apportant un soutien au revenu des ménages dans les zones rurales. Le délégué a présenté le Forum multipartite du pays ainsi que son Dispositif de suivi des contributions des entreprises aux ODD.

CABO VERDE a présenté son deuxième ENV. Le délégué a annoncé que Cabo Verde a obtenu de bons résultats en matière d'égalité des genres grâce à des mesures d'intégration et à la parité dans les postes à responsabilité. Le document Cabo Verde 2030 sera aligné avec l'Agenda 2063 de l'Afrique et sera mis en œuvre avec la participation des parties prenantes des secteurs public et privé et en concertation avec elles. Cabo Verde 2030 portera sur la lutte contre la pauvreté ainsi que la promotion de la santé, la sécurité des habitations, la diversification économique, l'économie verte, l'amélioration de la mobilité électrique et la transformation du secteur agricole. Le délégué a ajouté que la remise de la dette est essentielle pour concrétiser les ambitions de son pays et qu'il se relève après la pandémie.

Le GUATEMALA a présenté son troisième ENV, en indiquant que le pays alloue 7% de son budget national aux ODD et harmonise les pratiques agricoles pour stimuler la productivité alimentaire. Le Guatemala s'est fixé l'objectif de créer quatre hôpitaux et l'a dépassé, six hôpitaux ayant été construits et un autre étant en construction. La déléguée a indiqué que l'emploi reste une priorité et que malgré la pandémie, le FMI prévoit une croissance de 4,5% en 2021. Elle a indiqué que depuis 2020, le Guatemala a mis en œuvre plus de 200 mesures visant à appliquer la stratégie de mise en œuvre des ODD.

Le MEXIQUE a présenté son troisième ENV, en précisant que le pays a renforcé sa structure institutionnelle pour garantir la coordination au plus haut niveau de prise de décision et améliorer le mécanisme de participation à tous les échelons. Dans le même temps, la déléguée a déclaré qu'une stratégie nationale assortie d'un cadre d'indicateurs ainsi qu'un plan national de développement permettent de renforcer l'alignement sur le Programme 2030. Elle a mis en exergue l'émission d'une obligation d'État alignée avec les ODD ainsi que d'autres obligations thématiques visant à l'intégration productive des femmes.

Un compte-rendu plus détaillé (en anglais) est disponible à l'adresse suivante: [enb.iisd.org/sdgs/HLPF2021/daily-report/12July2021](https://enb.iisd.org/sdgs/HLPF2021/daily-report/12July2021)

**Mardi 13 juillet:** L'ANGOLA a présenté son premier ENV qui met l'accent sur les incidences des pandémies récentes (SRAS et COVID-19), en affirmant toutefois que ces crises n'entraveront pas les réformes nationales visant à la concrétisation des ambitions économiques et sociales du pays. À cet effet, la déléguée a fait observer que l'Angola a créé une Plateforme des ODD en 2020 pour suivre la mise en œuvre. Elle a présenté les politiques et programmes conçus pour générer des revenus, diversifier les exportations et mettre en œuvre le remplacement des importations, en faisant observer que 60 000 personnes ont été aidées par 788 projets. Elle a en outre reconnu le besoin de créer davantage d'écoles pour augmenter le nombre d'enfants qui terminent leurs études primaires. Étant donné que huit personnes sur dix occupent un emploi informel, elle a indiqué qu'avec l'appui de l'UE et du PNUD, l'Angola est en train d'élaborer un programme permettant d'intégrer davantage de personnes dans l'économie formelle.

Dans son premier ENV, ANTIGUA-ET-BARBUDA a demandé qu'un indice de vulnérabilité remplace les critères du financement à des conditions concessionnelles fondés sur le PIB par habitant. Malgré les difficultés, le délégué a mis en exergue de nombreuses réalisations dans la mise en œuvre des ODD, dont: la création du campus Five Islands de l'Université des Indes occidentales; les initiatives de protection sociale; la construction de logements abordables; l'investissement dans les infrastructures de santé; l'appui au développement du secteur privé et à l'innovation; la création d'un parc scientifique et d'innovation; les projets relatifs aux énergies renouvelables; et la nomination du premier Ministre de l'économie bleue.

Dans son premier ENV, CUBA a mis l'accent sur sa riposte efficace à la pandémie de COVID-19, qui lui a permis d'avoir l'un des taux de mortalité les plus bas d'Amérique latine. Le délégué a mentionné la production de vaccins et de médicaments du pays, ainsi que le déploiement de 57 brigades médicales dans 40 pays, malgré les difficultés posées par le blocus économique des États-Unis. Il a déclaré que la voie vers la réalisation des ODD est en conformité avec le Plan national de développement économique et social, qui a été élaboré par le biais d'une approche participative et qui comprend, entre autres: l'autonomisation des femmes; l'électrification; la préparation aux catastrophes naturelles; l'innovation dans le domaine de la santé; et la protection sociale. Le délégué a demandé le renouvellement et le renforcement du multilatéralisme, fondé sur les principes de solidarité.

La BOLIVIE a présenté son premier ENV, en déplorant une chute de 8,8% du PIB en 2020 ainsi que d'autres régressions imputables à la pandémie. La déléguée a mis en exergue le nouveau plan de développement socio-économique guidé par les ODD, et les efforts déployés pour réduire la pauvreté extrême grâce, par exemple, au salaire minimum. Elle a signalé l'application d'une couverture de santé universelle en 2019, qui comprend des aides financières prénatales, et la mise en place d'un cadre normatif conçu pour réduire la violence à l'égard des femmes, garantir leurs droits politiques et promouvoir leur accès à la propriété foncière. Elle a mis l'accent sur la baisse de la déforestation illégale, de 62 à 43%, et l'augmentation du reboisement.

SAINT-MARIN a fait observer que la préparation de son premier ENV a commencé en 2017, en concertation avec les ONG locales et d'autres parties prenantes. Le délégué a déclaré que bien que Saint-Marin ne connaisse pas de formes extrêmes de pauvreté, la pandémie a conduit à une augmentation de la pauvreté relative, entraînant le besoin de programmes d'aide sociale plus inclusifs. Saint-Marin s'est engagé à réduire le rapport numérique maître/élèves afin de garantir un enseignement de qualité, à fournir davantage d'aide à l'insertion professionnelle et à accroître les ressources financières destinées à soutenir les victimes de

violence. Saint-Marin aspire également à renforcer l'intégration entre les hôpitaux et les services de santé, à diversifier son économie, à promouvoir des pratiques agricoles durables et à protéger l'environnement.

La RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE DE CORÉE (RPDC) a présenté son premier ENV, en faisant observer qu'il a été préparé en concertation avec l'ensemble des ministères, agences et organisations. Le délégué a indiqué que la RPDC fournit une éducation et des soins médicaux gratuits, et que des progrès ont été accomplis en vue de soutenir l'économie et de veiller à la vie culturelle de la population. Il a souligné que la réduction des risques de catastrophe constitue l'une des principales priorités nationales du fait des changements climatiques et des catastrophes naturelles. À l'avenir, il a déclaré que la mise en œuvre des ODD: optimisera l'utilisation des ressources propres à la RPDC, la technologie et l'autosuffisance; renforcera la collecte de données; et améliorera les partenariats avec d'autres pays et organisations internationales.

Les ÎLES MARSHALL ont présenté leur premier ENV, qui met l'accent sur les effets des changements climatiques sur les îles et leurs populations, et est aligné sur le Plan stratégique national du pays. Le délégué a mis en exergue la stratégie pour la santé, qui est fondée sur la valeur culturelle « Kumiti Ejmour » qui signifie « la santé est une responsabilité partagée », ainsi que les questions économiques, notamment l'économie bleue, la viabilité des pêches, le commerce et l'intégration du secteur privé, en tant que composantes de la création d'une voie vers l'autosuffisance. Il a abordé les avancées en matière de bonne gouvernance et de droits de la personne, notamment en ce qui concerne la réalisation de l'égalité des genres.

En présentant son premier ENV, le NICARAGUA a abordé les difficultés qui ont conduit à la chute de son PIB au niveau de 2010, notamment les troubles politiques, les récents ouragans de catégories 4 et 5 et la COVID-19. Le délégué a déclaré qu'une APD de 2 milliards USD par an est nécessaire pour lutter contre la crise environnementale. Il a mis l'accent sur les « mesures injustes, illégales, unilatérales et coercitives » des pays développés qui restreignent l'accès aux ressources financières, font obstacle à la réalisation des ODD et compromettent la souveraineté. Malgré ces difficultés, il a indiqué que les réalisations nationales comprennent: l'enseignement public gratuit pour 1,8 million d'élèves et des programmes d'alimentation pour tous les écoliers; une couverture de santé universelle et la construction du plus grand réseau d'hôpitaux d'Amérique centrale; l'amélioration de l'accès à l'eau potable, des réseaux d'assainissement, de l'électricité et de l'état des routes; un programme de bons alimentaires; et une feuille de route pour parvenir à un taux de vaccination de 72% à l'horizon 2022.

Un compte-rendu plus détaillé (en anglais) est disponible à l'adresse suivante: [enb.iisd.org/sdgs/HLPF2021/daily-report/13July2021](https://enb.iisd.org/sdgs/HLPF2021/daily-report/13July2021)

**Mercredi 14 juillet:** La CHINE a présenté son deuxième ENV, en faisant observer: que la Chine est la seule grande économie à enregistrer une croissance positive pendant la pandémie; que sa riposte à la COVID-19 a permis de traiter efficacement toutes les personnes, jeunes et âgées, de façon effective; et que le pays a fait don de 290 milliards de masques, 4,9 milliards de kits de dépistage et plus de 500 millions de vaccins à plus d'une centaine de pays. Le délégué a souligné que la Chine a éliminé la pauvreté absolue, créé 60 millions de nouveaux emplois dans le milieu urbain ces cinq dernières années, et augmenté l'espérance de vie. Il a en outre indiqué que les pandas géants ne sont plus menacés d'extinction. Il a déclaré que l'intensité carbone de la Chine a chuté de 48,4% par rapport aux niveaux de 2005. Il a ajouté que

la Chine œuvre à établir des liens entre l'Initiative « une ceinture, une route » et le Programme 2030.

L'AFGHANISTAN a présenté son deuxième ENV, en signalant les travaux entrepris pour intégrer le Programme 2030 dans un cadre national pour la paix et le développement. Le délégué a présenté la mise en place d'un Comité exécutif et de quatre comités techniques chargés des ODD, ainsi que la création d'un cadre national d'indicateurs dont sont chargées les 28 entités gouvernementales. Il a signalé: des améliorations en ce qui concerne la faim, l'élargissement de la protection sociale à l'ensemble des citoyens; des investissements en faveur de la résilience aux changements climatiques et des énergies renouvelables; et une amélioration de l'offre de services d'éducation. Il a mis en exergue les difficultés relatives au conflit national, et a fait observer que pour aller de l'avant, l'édification de la paix, le renforcement de l'État, le renforcement des marchés et une assistance financière internationale sont nécessaires.

Le deuxième ENV du DANEMARK met l'accent, entre autres, sur les initiatives en matière d'investissement écologique, les chaînes de valeur durables et les droits du travail. Le délégué a souligné que toute nouvelle législation sera passée en revue pour sa cohérence avec les ODD. Il a souligné que différents groupes de parties prenantes ont rédigé des chapitres de l'ENV et a indiqué que les enjeux pour le Danemark comprennent une consommation et une production responsables et la nécessité de se concentrer davantage sur les groupes les plus marginalisés.

La THAÏLANDE a présenté son deuxième ENV, en faisant observer que bien que la pandémie ait exacerbé les inégalités, la perspective d'une 4<sup>e</sup> révolution industrielle promet des possibilités de changement positif. À cet égard, la Thaïlande a souligné qu'elle privilégie un modèle d'économie biologique, circulaire et écologique.

Le TCHAD a présenté son deuxième ENV, en mettant l'accent sur les progrès accomplis en matière de réduction de la pauvreté, d'accès à l'eau potable, d'augmentation de la scolarisation et de recul du taux de mortalité maternelle. Le délégué a fait état des problèmes sociaux persistants que sont les mutilations génitales féminines et le mariage précoce forcé des filles.

La NORVÈGE a présenté son deuxième ENV, en soulignant que l'innovation dans des domaines comme l'intelligence artificielle, les mégadonnées et la 5G représente des possibilités de se relever de la pandémie. La Norvège a précisé que les jeunes se trouvent au cœur de sa stratégie et a présenté le Président du Conseil norvégien de la jeunesse, qui a attiré l'attention sur le rôle des jeunes dans la prise de décisions relatives au développement durable.

La TUNISIE a présenté son deuxième ENV, en faisant état de l'approche participative adoptée pour le processus d'examen. Le délégué a mentionné la création d'un comité national multipartite chargé de la mise en œuvre des ODD ainsi que l'élaboration d'un projet de vision pour le développement aligné sur le Programme 2030. Il a attiré l'attention sur les efforts déployés pour accroître la participation des femmes à la prise de décision, mettre un terme à la violence à l'égard des femmes, et parvenir à une plus grande égalité entre les genres. Il a également mentionné la protection de l'enfant comme priorité absolue et a en outre abordé les initiatives visant à mettre en place des mesures de protection sociale, une assistance médicale gratuite, une assistance aux personnes handicapées, une formation professionnelle et une stratégie nationale pour l'emploi.

Les BAHAMAS ont présenté leur deuxième ENV, en rappelant le double défi que constituent la gestion de la reprise après un ouragan de catégorie 5 et la COVID-19. Le délégué a souligné que le chômage des jeunes, la pénurie de compétences, la croissance insuffisante des principaux secteurs de l'économie et les lacunes

en matière d'infrastructures se sont aggravés sous l'effet de ces crises. En ce qui concerne les progrès accomplis, il a indiqué que les ODD 3, 8 et 13 constituent des domaines prioritaires, et a signalé la création d'un nouveau ministère chargé de la gestion des catastrophes, et la réussite de l'interdiction des couverts, pailles et récipients en plastique grâce à une taxe à l'importation.

La RÉPUBLIQUE DOMINICAINE a présenté son deuxième ENV, en expliquant que le gouvernement a mis en place un ensemble de mécanismes de politique publique ciblant la protection sociale, le chômage, les flux de trésorerie et le soutien aux petites et moyennes entreprises. Le délégué a reconnu le besoin d'un soutien ciblé supplémentaire pour l'enseignement à tous les niveaux, la connectivité et l'économie des services à la personne.

La SIERRA LEONE a présenté son troisième ENV, en décrivant son programme d'éducation qui offre la gratuité de l'enseignement primaire, des repas scolaires et des manuels. Le délégué a déclaré que le programme a permis au pays de répondre à un certain nombre d'ODD, notamment de réduire la faim, de promouvoir l'enseignement universel et l'alphabétisation, et d'aider à alléger les coûts pour les parents pauvres. Il a ajouté que le programme offre une épargne de 100 USD par élève. Malgré ces avancées, il a reconnu que d'autres problèmes fondamentaux demeurent, liés aux infrastructures, à l'eau propre, à l'énergie et à la science et la technologie, et il a ajouté que le financement est l'élément clé.

Un compte-rendu plus détaillé (en anglais) est disponible à l'adresse suivante: [enb.iisd.org/sdgs/HLPF2021/daily-report/14July2021](http://enb.iisd.org/sdgs/HLPF2021/daily-report/14July2021)

**Judi 15 juillet: Débat 1:** Le JAPON a présenté son deuxième ENV, en réaffirmant son engagement à intensifier les efforts en vue de la réalisation des ODD grâce à une vaste collaboration avec les parties prenantes et les gouvernements locaux, ainsi qu'aux initiatives « ODD et villes de demain », « Plateforme des partenariats public-privé pour la mise en œuvre des ODD à l'échelon local » et « Financement pour la mise en œuvre des ODD à l'échelon local ». Le délégué a fait observer que le pourcentage de gouvernements locaux œuvrant à la réalisation des ODD est passé de 1% en 2017 à 39,7% en 2020. Les autres initiatives comprennent les « Principes fondamentaux pour la mise en œuvre des ODD » grâce auxquels le Japon a identifié huit questions prioritaires, et la « Table ronde pour la promotion des ODD » qui est composée de représentants de divers domaines, de la société civile et de la jeunesse.

La FINLANDE et le GRAND GROUPE DES ENFANTS ET DES JEUNES ont demandé comment le Japon compte renforcer davantage la mise en œuvre des ODD à tous les échelons de la société, notamment par le biais de la Table ronde pour la promotion des ODD et de l'évaluation multipartite. L'INDE a demandé comment le Japon compte relever les défis relatifs à la santé et aux soins médicaux mis en exergue dans son ENV.

Le JAPON a répondu que toutes les parties prenantes sont encouragées à intégrer les ODD dans leurs politiques et démarches. Le délégué a ajouté que la Table ronde pour la promotion des ODD joue un rôle pour faire entendre la voix des parties prenantes et que le gouvernement va renforcer le mécanisme en impliquant les jeunes. Il a évoqué la participation accrue de la société civile à la préparation des ENV. Il a souligné l'importance de la couverture de santé universelle et du renforcement des systèmes de santé.

Dans son deuxième ENV, l'ALLEMAGNE a demandé de réels progrès en matière de durabilité, y compris la protection du climat. La déléguée a mis l'accent sur l'objectif de l'Allemagne visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 65% par rapport aux niveaux de 1990 d'ici 2030, et d'atteindre la neutralité

carbone d'ici 2045. Les progrès accomplis dans les six domaines suivants ont été mis en exergue: le bien-être humain, les capacités et la justice sociale; l'action climatique et la transition énergétique; l'économie circulaire; la construction et le transport durables; les systèmes agricoles et alimentaires durables; et un environnement sans polluants.

La SUISSE a demandé des précisions sur le soutien public à la proposition de transformation de l'Allemagne, en particulier en ce qui concerne la protection des droits de la personne tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Le GRAND GROUPE DES ENFANTS ET DES JEUNES a demandé comment l'Allemagne compte créer un marché du travail juste et équitable, notamment pour les migrants, et comment elle compte aborder son empreinte climatique et environnementale. L'ARGENTINE a demandé comment l'angle des droits de la personne a été intégré à la mise œuvre du Programme 2030.

L'ALLEMAGNE a répondu qu'elle estime que le report des investissements aujourd'hui ajoute au fardeau de nos enfants et petits-enfants. La déléguée a indiqué que les entreprises mettent en place un processus qui respecte les droits de la personne et les normes de travail, sociales et environnementales tout au long des chaînes d'approvisionnement et de valeur. Elle a présenté les efforts déployés par l'Allemagne pour atteindre les objectifs climatiques, en faisant observer que le combat pour l'égalité est important.

LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO a présenté les enseignements tirés de la préparation de son deuxième ENV, à savoir: que les systèmes de données doivent être harmonisés, rationalisés et renforcés; que la participation de l'ensemble des parties prenantes est cruciale; que l'appui des partenaires pour le développement est fondamental; et que la sensibilisation du public est importante pour garantir un meilleur soutien et des partenariats.

Le BANGLADESH a demandé comment la République démocratique populaire lao applique les cadres de coopération régionale et internationale pour la réalisation du Programme 2030. Le MÉCANISME DE MOBILISATION DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DE L'ASIE ET DU PACIFIQUE a demandé comment elle aborde le développement durable dans le contexte de la pandémie. La RÉPUBLIQUE DE CORÉE a demandé des précisions sur les défis prioritaires à relever pour réaliser les ODD.

La RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO a répondu qu'elle conçoit les ODD comme un objectif global dans la mise en œuvre des autres plans d'action. Le délégué a précisé comment le pays intègre 80% de ses 238 indicateurs relatifs aux ODD dans ses plans de développement socio-économiques et a indiqué qu'en ce qui concerne la COVID-19, l'attention porte sur l'atteinte d'un taux de 50% de vaccination à l'horizon 2022.

Dans son deuxième ENV, la MALAISIE a annoncé que les ODD sont ajustés et intégrés dans son Plan national de développement, et que l'ENV présenté a été préparé en concertation avec les gouvernements locaux, les parlementaires, les organisations de la société civile et le secteur privé. Les efforts déployés par la Malaisie portent notamment sur: l'élimination de la pauvreté grâce à une approche transformatrice; la lutte contre la malnutrition au moyen de politiques nationales; l'amélioration de la préparation aux crises sanitaires; la promotion d'une croissance économique inclusive par l'expansion des microentreprises et des petites et moyennes entreprises; la réduction des inégalités grâce à l'augmentation des revenus et à l'assistance sociale; l'application d'un modèle d'économie circulaire; l'intégration des considérations relatives aux changements climatiques dans les politiques, stratégies et planification nationales; et la revitalisation des partenariats par le biais d'une coopération Sud-Sud.



Le JAPON a demandé comment la Malaisie incite les gouvernements locaux à intégrer les ODD dans les politiques locales. Le GRAND GROUPE DES ONG et la NORVÈGE ont demandé comment le gouvernement compte garantir une transparence et une inclusion accrues pour améliorer la mise en œuvre des ODD. Le MEXIQUE a demandé des informations sur la réponse de la Malaisie à la COVID-19.

La MALAISIE a confirmé la coopération des gouvernements locaux et a affirmé que de nombreux ODD sont inclus dans les plans locaux de développement et les Cadres « villes intelligentes », en mettant l'accent sur l'importance accordée à la société civile et au secteur privé dans sa stratégie nationale. En ce qui concerne la COVID-19, la Malaisie a indiqué qu'elle a renforcé les soins de santé et protégé les emplois.

**Débat 2:** CHYPRE a présenté son deuxième ENV, en faisant observer que des progrès notables ont été accomplis en ce qui concerne les indicateurs des ODD liés à la pauvreté, la santé et l'éducation, mais que des défis restent à relever en matière d'égalité des genres, de violence domestique et de traite à des fins d'exploitation sexuelle. Le délégué a en outre expliqué que malgré les investissements, la situation relative aux immigrés en situation irrégulière demeure insoutenable et qu'elle doit être considérée comme un problème international grave.

L'ARMÉNIE a demandé des informations sur les efforts et bonnes pratiques mis en œuvre pour combattre la corruption. L'AUTRICHE a demandé comment le développement d'un nouveau modèle économique favorisera le développement. La BULGARIE a demandé des précisions sur les principales difficultés rencontrées et les mesures adoptées concernant les migrants et les réfugiés. Le GRAND GROUPE DES ENFANTS ET DES JEUNES a demandé des renseignements sur l'intégration de toutes les parties prenantes de la société civile, y compris les migrants et les personnes vulnérables.

CHYPRE a présenté les progrès accomplis dans la lutte contre la corruption, notamment la création d'une entité spéciale chargée de la criminalité économique, et a indiqué qu'elle a réduit sa dépendance vis-à-vis du tourisme et s'est dotée de stratégies à long terme pour mobiliser des investissements en faveur de l'écologie et du numérique. Au sujet de la migration, le délégué a indiqué qu'il existe de nouveaux centres d'accueil, des maisons pilotes et des services pour les enfants non accompagnés.

L'INDONÉSIE a présenté son deuxième ENV, en confirmant l'engagement du pays envers les ODD. L'Indonésie a déclaré que son taux de pauvreté, son économie informelle et son taux de chômage s'étaient considérablement réduits avant la pandémie mais qu'ils sont en hausse depuis 2020. Malgré cela, le pays est parvenu à accroître la connectivité Internet au sein de la population, se place dans les dix pays les plus vaccinés au monde, et a consacré 3,8 milliards USD à des activités à faible émission de carbone.

L'IRAQ a demandé des informations sur la reprise après la pandémie. Le ROYAUME-UNI a demandé des renseignements sur les cibles de l'Indonésie relatives à la déforestation. La FINLANDE a demandé des précisions sur le rôle de la loi d'ensemble dans la réalisation des ODD, en particulier en ce qui concerne les droits des femmes. Le GRAND GROUPE DES ENFANTS ET DES JEUNES a demandé comment le gouvernement garantit les actions collaboratives pour maintenir un environnement sain.

L'INDONÉSIE a répondu que ses mesures de reprise après la pandémie s'accompagnent d'une gamme croissante de politiques et programmes de protection sociale axés sur la lutte contre les maladies, la malnutrition et un système économique inclusif qui comprend le tourisme, les technologies numériques, l'amélioration de la préparation aux catastrophes, un développement résilient

face aux changements climatiques, une bonne gouvernance, et la collaboration avec l'ensemble des parties prenantes. Le délégué a indiqué que les stratégies de développement à faible émission de carbone ont contribué à réduire les taux de déforestation.

L'IRAQ a présenté son deuxième ENV en mettant en exergue les efforts déployés dans plusieurs villes pour mettre en œuvre et renforcer les projets de développement durable. Le délégué a mis l'accent sur le rôle des jeunes en tant qu'éléments moteurs du changement. L'ENV de l'Iraq comprend cinq chapitres portant sur les progrès nationaux, la décentralisation, l'expérience choisie de sept gouvernorats, la concurrence locale et le fait de ne négliger personne, a indiqué le délégué. Il a en outre insisté sur: les partenariats internationaux; l'importance de la décentralisation et de la structuration des institutions politiques pour aborder les questions d'égalité; l'intégration de parties prenantes diverses; et l'importance d'attirer des investissements étrangers directs et d'impliquer le secteur privé.

Le PAKISTAN a demandé des précisions sur la valeur ajoutée des nouveaux indicateurs au regard de ceux qui étaient utilisés dans l'ENV de l'Iraq de 2019. L'INDONÉSIE a demandé des informations sur le rôle accordé aux jeunes dans les stratégies de développement. Le GRAND GROUPE DES ONG a posé des questions sur la sécheresse, l'insécurité alimentaire, les changements climatiques, l'absence d'état de droit, la violence et le suicide des jeunes.

L'IRAQ a indiqué que de nouveaux indicateurs sont prévus. Le délégué a ajouté que des éléments sont en place pour permettre une mobilisation sociale qui s'appuie sur les jeunes et les femmes, ce qui, espère-t-il, conduira à un nouveau contrat entre le gouvernement et la société. Il a indiqué que des stratégies sont en place pour aborder les changements climatiques et la sécurité alimentaire, conformément aux accords internationaux.

Dans son deuxième ENV, MADAGASCAR a évoqué les résultats obtenus avant la pandémie pendant la période 2012-2020, en présentant les améliorations dans les domaines de la pauvreté, de l'assistance scolaire, de la faim, de la mortalité maternelle et des services de santé procréative, du progrès économique, de la protection des terres et de la lutte contre la corruption. La représentante a indiqué qu'une évaluation multidimensionnelle de la pauvreté a été menée en 2020 et qu'un programme d'adaptation et de résilience aux changements climatiques est en cours. Elle a présenté: les plans visant à renforcer le suivi des ODD dans les processus de planification et de développement pour rapprocher les ODD de la population; la nouvelle stratégie nationale de financement; et le renforcement de la coordination entre les parties prenantes.

La NORVÈGE a demandé comment la pandémie a influencé la mise en œuvre des ODD et quel est le rôle de la société civile dans la mise en œuvre des ODD et l'élaboration de rapports connexes. MADAGASCAR a répondu que la lutte contre les effets néfastes de la pandémie a demandé de réaffecter les ressources d'autres secteurs, avec pour effet de ralentir l'économie, et a déclaré que l'important exode urbain est un enjeu majeur. La déléguée a mentionné la relance de l'économie grâce à un investissement public dans les infrastructures.

**Débat 3:** Le BHOUTAN a présenté son deuxième ENV, en soulignant que son plan quinquennal de développement est guidé par le bonheur national brut et les ODD, et qu'il a adopté son 5<sup>e</sup> ENV une approche englobant l'ensemble de la société. Alors que le rapport de 2018 montrait que la réalisation de l'ensemble des ODD était en bonne voie, le délégué a déclaré que la pandémie a donné l'occasion de repenser le développement et la manière de stimuler l'économie, la sécurité alimentaire et l'agriculture durable, l'emploi, les technologies, la préparation aux catastrophes et la protection de l'environnement.

Le BANGLADESH a demandé au Bhoutan des informations sur les questions principales abordées en vue de sa sortie de la catégorie des PMA. L'AUTRICHE a demandé des précisions sur l'efficacité énergétique et la réduction de la consommation, l'action climatique, le renforcement de la résilience et la création d'emplois. Le GRAND GROUPE DES ONG a demandé des informations sur la promotion des droits de la personne. Le ROYAUME-UNI a demandé au Bhoutan d'apporter des précisions sur sa stratégie environnementale visant à trouver un équilibre entre le développement économique et la conservation de l'environnement. La FINLANDE a demandé des informations sur l'amélioration de l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets ainsi que sur les moyens qui ont permis au pays de devenir le premier à éliminer complètement ses émissions.

Le BHOUTAN a répondu qu'il sortira de la catégorie des PMA en 2023 sur la base du revenu national brut par habitant et de l'indice du capital humain. Le délégué a expliqué que l'objectif du pays est de diversifier les secteurs environnementaux et économiques, notamment par un accent sur l'agriculture biologique et la certification, et d'impliquer toutes les parties prenantes. En ce qui concerne l'efficacité énergétique, il a présenté les efforts visant à contrôler les industries, fournir des directives, et changer les véhicules à carburants fossiles pour des véhicules électriques.

La NAMIBIE a présenté son deuxième ENV en indiquant que les ODD sont intégrés dans son plan national de développement actuel. Le délégué a présenté les progrès accomplis dans les domaines de la pauvreté et de la faim, ainsi que les avancées en matière d'agriculture durable, d'éducation de la petite enfance, de numérisation pour renforcer l'apprentissage en ligne, de lutte contre le braconnage des espèces sauvages, et d'infrastructures routières. Il a annoncé que les femmes représentent 49% du parlement namibien et que la priorité a été accordée aux femmes, aux enfants et aux personnes handicapées dans la réponse à la pandémie. Il a souligné que les défis à relever comprennent le faible prix des produits de base, le chômage élevé, les inégalités et la sécheresse.

Le JAPON a demandé à la Namibie quelles étaient les mesures prises pour harmoniser les ODD et les plans internationaux de développement. Le GRAND GROUPE DES TRAVAILLEURS ET DES SYNDICATS a demandé comment la Namibie compte garantir l'inclusion de toutes les parties prenantes et une réponse à la pandémie axée sur les personnes. Le GRAND GROUPE DES ENFANTS ET DES JEUNES a souligné qu'il est important de se doter d'un mécanisme inclusif pour un dialogue suivi et d'aligner les crédits budgétaires sur les ODD.

La NAMIBIE a souligné qu'elle s'est « approprié les ODD » et qu'elle va continuer à ajuster l'alignement de son plan national sur le Programme 2030.

L'ESPAGNE a présenté son deuxième ENV en déclarant qu'elle est en train de reconstruire en mieux sur la base de l'inclusion. À cet effet, le pays a récemment adopté des lois visant à garantir les droits des femmes et de la communauté LGBTI. L'Espagne s'est également concentrée sur les inégalités structurelles préexistantes touchant les femmes et les filles qui ont été exacerbées par la pandémie, en déclarant qu'elle vise à garantir la reconnaissance des travaux domestiques et des soins à la famille non rémunérés et à s'éloigner des paradigmes traditionnels qui perpétuent les inégalités. L'Espagne a déclaré qu'elle alignera le Programme écologique du pays avec les ODD.

En réponse à des questions de l'ARGENTINE et de la NOUVELLE-ZÉLANDE, l'ESPAGNE a indiqué qu'elle a mis en place une Commission parlementaire chargée du Programme 2030, en soulignant que ses objectifs sont d'améliorer les

compétences, la coordination et l'évaluation, de renforcer la gouvernance et le dialogue avec différentes parties prenantes, et d'intensifier la collecte et l'analyse de données. En outre, l'ESPAGNE a mis l'accent sur l'importance des droits de la personne et la collaboration avec les autorités locales, notamment pour l'ENV, par le biais d'un réseau de gouvernements locaux comptant 32 membres.

Le ZIMBABWE a présenté son troisième ENV, en confirmant son engagement envers le Programme 2030 et l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Le délégué a fait part de la création d'une entité gouvernementale chargée des ODD pour s'assurer que le pays est sur la bonne voie pour atteindre les ODD. Il a indiqué que la stratégie de développement durable est centrée sur l'amélioration des infrastructures dans des domaines tels que l'énergie, l'eau et l'assainissement, les technologies de l'information et des communications, les transports et le logement. Il a en outre déclaré que le gouvernement aspire à mettre en place des soins de santé universels et qu'il a accompli des progrès dans la réduction de toutes les formes de violence grâce à des campagnes de sensibilisation du public.

CUBA a demandé au Zimbabwe quelles étaient les mesures prises pour répondre à la pandémie. Le ZIMBABWE a indiqué qu'il a alloué 9% de son PIB à des initiatives de reprise après la pandémie relatives à la santé, à l'autonomisation des jeunes et aux petites entreprises, et qu'il a affecté des fonds supplémentaires à la stabilité économique, à l'éducation et aux travaux relatifs aux infrastructures sanitaires et à la couverture des soins de santé. Le délégué a signalé les efforts déployés pour assurer la participation des jeunes au sein de diverses plateformes, y compris un parlement des enfants et un conseil des enfants.

**Débat 4:** Le PARAGUAY a présenté son deuxième ENV, en mettant en exergue l'approche multipartite adoptée pour la préparation de l'ENV, avec l'inclusion des enfants, de la société civile et des autorités locales dans les consultations. Le Paraguay a présenté sa Commission chargée des ODD et la manière dont les ODD ont été intégrés dans le cadre politique actuel, y compris le Plan national de développement, le système de protection sociale et le budget général. La déléguée a mis l'accent sur l'attention portée au renforcement de la résilience économique, sociale et environnementale, ainsi que sur les travaux de l'Institut national de statistique en soutien des politiques fondées sur des données factuelles.

Au cours du débat, le CHILI a demandé au Paraguay quels étaient les mécanismes mis en place pour s'assurer que tous les secteurs de la société participent à ce second ENV. Le MEXIQUE était intéressé par des précisions sur le processus d'interaction avec les parties prenantes. Le GRAND GROUPE DES PEUPLES AUTOCHTONES s'est dit déçu par l'absence de prise en considération des questions auxquelles les communautés autochtones sont confrontées au Paraguay, notamment l'expropriation des terres, la pauvreté, la faim et la déforestation.

Le PARAGUAY a précisé au Chili et au Mexique que des ateliers virtuels, des tables rondes et des consultations avec les jeunes ont été menées. Au sujet des peuples autochtones, la déléguée a fait observer que des problèmes subsistent mais que le gouvernement est en cours de négociation, dans le cadre de la Cour interaméricaine des droits de l'homme, pour résoudre les questions liées à l'expropriation des terres.

La SUÈDE a présenté son deuxième ENV en faisant observer que si le pays est bien avancé dans la réalisation des ODD, il reste des défis à relever. Le délégué a mis l'accent sur l'importance de l'approche multipartite, qui est axée sur la participation des jeunes, ainsi que sur le rôle essentiel des villes. La Suède a mis en exergue: la lutte contre la montée des inégalités; la réalisation de l'économie circulaire; la localisation des ODD; l'augmentation

des mesures en faveur des personnes handicapées, des migrants, des jeunes et d'autres personnes en situation de vulnérabilité; la participation du secteur privé; la relation constructive entre les employeurs et les travailleurs; et la recherche et l'enseignement. Le délégué a réitéré l'engagement de consacrer 1% du revenu national brut (RNB) à l'APD.

La FINLANDE a demandé à la Suède comment sa proposition de loi relative au Programme 2030 évitera les retombées négatives et les problèmes transfrontières et comment le pays envisage d'impliquer les jeunes à tous les échelons de la prise de décision politique. Le MEXIQUE a demandé des informations sur les obligations vertes. Le GROUPE DES PARTIES PRENANTES LGBTI a fait observer que de nombreuses recommandations formulées par le groupe n'ont pas été intégrées à l'ENV et a déclaré qu'il n'existe aucun mécanisme institutionnalisé permettant d'impliquer la société civile.

En réponse, la SUÈDE a affirmé que la proposition de loi relative au Programme 2030 donne une place centrale à la cohérence politique et qu'en outre elle travaille avec des instituts environnementaux pour développer de nouveaux instruments permettant de suivre les progrès accomplis dans la réalisation des ODD ainsi que les retombées négatives et les impacts transfrontières. Le délégué a déclaré que la Suède se félicite de la récente émission de ses premières obligations vertes mais ne sera pas satisfaite tant que l'ensemble des obligations ne seront pas des obligations à effet social. Il a reconnu la nécessité de trouver de nouveaux moyens de s'assurer que la diversité et les vues des différentes parties prenantes sont reflétées de manière pertinente.

### **Clôture du FPHN**

Le Président de l'ECOSOC Akram a ouvert la séance de clôture du débat de haut niveau du FPHN 2021 dans l'après-midi du jeudi 15 juillet, et a présenté le projet de Déclaration ministérielle (E/HLPF/2021/L.2) pour adoption. Il a exprimé son appréciation à l'Ambassadeur Jukka Salovaara (Finlande) et à l'Ambassadeur Mohammed Hussein Bahr Aluloom (Iraq), qui ont animé les négociations sur la déclaration. Il a souligné que le projet ne comprenait aucune incidence sur le budget-programme. Il a ensuite annoncé que la Fédération de Russie avait présenté trois amendements.

La FÉDÉRATION DE RUSSIE a présenté les trois amendements (E/HLPF/2021/CRPs.1-3). Au paragraphe 20, elle a contesté l'octroi du « haut de l'affiche » aux changements climatiques et a proposé un autre libellé incluant la proposition « l'adoption d'un angle sensible au climat constitue une composante de la reprise économique durable ». En ce qui concerne le paragraphe 25 sur l'égalité des genres, le délégué a mentionné l'opposition habituelle de la Russie aux termes utilisés et a ajouté que la mise en relation de cette question avec la pandémie de COVID-19 entraînerait une affectation inappropriée des ressources. Au sujet du paragraphe 36 sur la diversité biologique, il a exprimé l'opposition à la coopération entre les secteurs de la santé humaine, animale et végétale, aux solutions fondées sur la nature, aux liens d'interdépendance entre la diversité biologique et la santé, et à la cohérence entre les politiques relatives à la biodiversité et au climat, arguant d'une interférence économique, et a déclaré que ces éléments devraient être abordés par la Convention sur la diversité biologique (CDB) et ses négociations sur le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020.

De nombreux délégués se sont opposés à ces amendements. La Slovénie, s'exprimant au nom de l'UNION EUROPÉENNE et de nombreuses autres Parties, a souligné que les stratégies de redressement et les décisions d'investissement qui favorisent l'Accord de Paris et les objectifs mondiaux pour la biodiversité, plutôt que de les saper, peuvent instaurer la prospérité à long

terme. La NORVÈGE, s'exprimant au nom de nombreux États, a « déploré avec une profonde préoccupation » que le consensus ait été rompu sur la question de l'égalité des genres, en mettant en exergue les incidences disproportionnées de la pandémie sur les femmes. Le Royaume-Uni, s'exprimant au nom de nombreux États, a souligné que le projet de Déclaration reflète la formulation convenue dans les objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique et le Programme 2030, et qu'il est de plus en plus admis au niveau international que les crises liées aux changements climatiques et à la perte de biodiversité sont indissociables.

Les trois amendements ont été rejetés, avec, respectivement: 7 voix pour, 130 contre et 3 abstentions; 4 voix pour, 130 contre et 3 abstentions; et 3 voix pour, 131 contre et 4 abstentions.

ISRAËL a ensuite proposé de supprimer le paragraphe 29, qui comprend un libellé sur les obstacles à la pleine réalisation du droit à l'autodétermination des peuples soumis à une occupation coloniale ou étrangère. La proposition n'a pas abouti, avec 98 voix pour le maintien du paragraphe, 4 pour sa suppression et 40 abstentions, et le paragraphe a été maintenu dans la déclaration.

La Déclaration ministérielle a par la suite été adoptée par acclamation.

La Guinée, s'exprimant au nom du GROUPE DES 77 et de la CHINE, a déploré le fait que des délégations aient rompu le silence sur des points mineurs, en contradiction avec des négociations de bonne foi. Le groupe s'est joint au consensus sur l'adoption d'une Déclaration ministérielle forte qui prenne en considération les réalités des pays en développement, en particulier au vu de la pandémie de COVID-19, et a demandé l'octroi des moyens de mise en œuvre nécessaires pour le développement.

La Slovénie, s'exprimant au nom de l'UE et de ses États membres, de la République de Macédoine du Nord, du Monténégro, de la Serbie, de l'Albanie, de la Bosnie-Herzégovine, de l'Ukraine et de la République de Moldova, a regretté qu'un recours aux voix ait été nécessaire pour des paragraphes qui traitent de questions transversales fondamentales concernant le Programme 2030, notamment l'égalité des genres. La déléguée a déploré le fait que le texte de la Déclaration ne soit pas aussi ambitieux qu'il aurait pu l'être, qu'il ne reflète pas les engagements qui existent en matière de santé, de changements climatiques et d'appauvrissement de la biodiversité, et qu'il ne fasse pas référence à l'approche « Une seule santé ». Elle a également déclaré qu'un engagement plus audacieux est nécessaire pour le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020, et non la mention des objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique dont l'échéance est passée.

Le Canada, s'exprimant au nom des délégations du CANADA, de l'Australie, et de la NOUVELLE-ZÉLANDE, a déclaré qu'il n'est pas opportun de réviser les ODD ni de transiger sur l'ambition. Le délégué a estimé qu'il faut un niveau d'ambition plus élevé en ce qui concerne le genre, en veillant à la santé et aux droits en matière de sexualité et de procréation, les changements climatiques, et une approche commune de la protection des humains, des animaux, des végétaux et des écosystèmes grâce à l'approche « Une seule santé ».

Le SAINT-SIÈGE a accueilli avec satisfaction: le libellé qui réaffirme que l'élimination de la pauvreté constitue le défi mondial le plus important; la contribution positive des migrants au développement durable; et la demande de soutien aux pays les plus vulnérables, en particulier les PMA, les PDSL et les PEID. Le délégué a souligné que le libellé sur les droits de l'enfant devrait être envisagé dans le contexte de la famille. Il a en outre signalé les réserves de sa délégation quant aux trois termes suivants: la santé sexuelle et procréative, dont l'avortement ne saurait constituer une dimension; la planification familiale; et le genre et ses dérivés.

La HONGRIE a salué l'adoption de la Déclaration ministérielle mais a déclaré ne pas être en mesure de soutenir les paragraphes



ayant trait à la migration, en particulier la reconnaissance des contributions positives des migrants à la croissance inclusive et au développement durable, et a demandé de ne pas distinguer les migrants des autres groupes, en alléguant que cela pourrait exclure ces derniers.

Les États-Unis ont accueilli la Déclaration avec satisfaction, en mettant en exergue la mention de la transparence, de la bonne gouvernance, de la protection de l'environnement, de l'autonomisation des femmes et des filles, et de la primauté du droit. Le délégué a toutefois exprimé des préoccupations quant à l'omission de l'approche « Une seule santé », au travail des enfants, aux infrastructures durables et aux chaînes d'approvisionnement mondiales. Il a ajouté que la Déclaration reflète plusieurs questions relatives au commerce de manière inappropriée, notamment la propriété intellectuelle et le transfert de technologie qui selon lui dépassent le champ de compétence du FPHN.

Le MEXIQUE a mis l'accent sur le besoin de formulations souples au sujet de la propriété intellectuelle concernant les vaccins, étant donné qu'une reprise durable signifie que personne ne soit laissé pour compte, et que les personnes laissées sans vaccins sont laissées pour compte. Le délégué a également relevé l'omission de l'approche « Une seule santé », et a demandé un redoublement des efforts déployés pour soutenir les populations marginalisées car elles peuvent aussi être des agents de changement pour le développement durable.

La FÉDÉRATION DE RUSSIE a salué l'adoption de la Déclaration et a déploré que ses propositions d'amendements n'aient pas été adoptées. Le délégué a distancié le pays du contenu des paragraphes 20, 25 et 36, que celui-ci ne considère pas comme adopté d'un commun accord. Il s'est opposé à la participation des enfants au processus des ODD avant d'avoir atteint l'âge de la majorité.

Le ROYAUME-UNI a exprimé sa satisfaction quant à l'adoption de la Déclaration, et a réitéré son appui aux questions relatives au climat, au genre, à la biodiversité et aux droits de la personne. Le délégué s'est joint à d'autres pour exprimer sa déception quant à l'omission de l'approche « Une seule santé ». Il a en outre recommandé de se concentrer davantage sur la mise en œuvre et, dans les déclarations futures, d'utiliser des formulations plus concises et orientées vers l'action.

La TURQUIE a souligné que les changements climatiques et l'égalité des genres sont des questions trop complexes pour que les États membres les abordent seuls, et qu'elles nécessitent une coopération internationale. La déléguée a en outre mis en garde contre la formulation du paragraphe 8, qui traite de l'ODD 6 (Eau propre et assainissement), en affirmant que plus d'importance y est accordée à certaines cibles de cet ODD qu'à d'autres, et a estimé que l'ensemble des ODD et de leur cible devrait être mis en œuvre de manière holistique.

L'IRAQ a mentionné qu'en tant que co-animatrice, la délégation du pays a œuvré plus de quatre mois à la négociation de la Déclaration, et a applaudi ce moment d'espoir et d'optimisme pour le Programme 2030 et la reprise après la COVID-19.

Le GUATEMALA s'est dissocié du paragraphe 8 de la Déclaration, en déclarant que la question des cours d'eau internationaux relève des traités bilatéraux.

La SUISSE s'est dite déçue de l'absence d'une formulation forte au sujet des droits et de la participation des femmes et des filles, en signalant l'omission de la mention des droits en matière de sexualité et de procréation.

La RÉPUBLIQUE DE CORÉE a estimé qu'une reprise durable nécessite de prendre en considération la relation entre les hommes et la nature mais que la Déclaration ne l'aborde pas. Le délégué a en outre relevé des disparités dans le libellé du paragraphe 8, en rejoignant les vues d'autres délégations.

ISRAËL s'est dissocié du libellé sur l'occupation étrangère figurant au paragraphe 29.

L'IRAN a exprimé son soutien à la Déclaration uniquement dans les domaines où elle n'entre pas en conflit avec la législation nationale, les traditions et les normes, et a rejeté les mesures financières et commerciales coercitives en arguant qu'elles sont incompatibles avec la Charte des Nations Unies.

L'ÉTHIOPIE a rejeté le paragraphe 8, en déclarant que la coopération transfrontière en matière de gestion intégrée des ressources en eau constitue un libellé controversé.

Dans son discours de clôture, le Président de l'ECOSOC Akram a déclaré qu'« à moins de prendre des mesures audacieuses, nous ne serons pas en mesure de réaliser la majorité des ODD d'ici 2030 ». Il a affirmé que le monde doit contenir et vaincre rapidement la pandémie et que le vaccin contre la COVID-19 est un bien public qui doit être mis à la disposition de tous. Il a indiqué quatre domaines prioritaires essentiels pour parvenir à un monde plus égalitaire:

- le renforcement des systèmes de santé;
- un financement permettant de traiter tous les aspects de la reprise après la pandémie, la réalisation des ODD, l'enrayement des changements climatiques et les triples crises environnementales;
- la pauvreté et la faim, en portant une attention particulière aux plus vulnérables; et
- le recours au système des Nations Unies pour aiguiller le changement de paradigme nécessaire en matière de méthodes et de modalités par le biais de la coopération internationale.

La Secrétaire générale adjointe de l'Organisation des Nations Unies Amina Mohammed a fait observer les immenses difficultés auxquelles les partenaires du développement durable ont été confrontés l'année dernière, et a déclaré que les politiques de reprise après la pandémie peuvent constituer une base pour la réalisation des ODD. Elle a mis l'accent sur la numérisation, l'éducation numérique et les systèmes de protection sociale, et a attiré l'attention sur la nécessité de relancer les économies et d'accélérer la concrétisation des ODD en stimulant l'égalité des genres, le travail décent, et les mesures de lutte contre les changements climatiques. Elle a exprimé l'espoir que les décisions qui seront prises aux sommets à venir « nous remettrons sur la bonne voie ».

Le Président de l'ECOSOC Akram a levé la séance du FPHN 2021 à 17h55 EDT (GMT+4).

### **Déclaration ministérielle**

La Déclaration ministérielle de la réunion 2021 du FPHN confirme le Programme 2030 en tant que plan d'action et voie à suivre à l'échelle mondiale pour lutter contre les effets de la pandémie de COVID-19, reconstruire en mieux, et prévenir de futures pandémies. La Déclaration admet que la pandémie de COVID-19 a déjà sapé des années d'efforts en matière de développement, et reconnaît que l'accès équitable et abordable à des vaccins constitue le pilier de la reprise mondiale et que l'immunisation des populations est un bien public mondial. En outre, elle:

- soutient le Dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19 (Accélérateur ACT) et son mécanisme COVAX, et demande aux secteurs public et privé de combler le déficit de financement;
- encourage les pays à soutenir activement le mécanisme COVAX et l'OMS, notamment en mettant à disposition les doses de vaccins excédentaires;
- se félicite de l'accès à des financements à des conditions favorables et à d'autres mesures financières permettant d'aider les pays en développement à faire face aux besoins de leur population en matière de vaccins, à améliorer leurs systèmes

de santé et leurs infrastructures sanitaires, et à progresser vers une couverture sanitaire universelle;

- appelle à l'intensification et au développement rapides de la production de vaccins dans le monde, conformément aux règles de l'OMC; et
- souligne que pour parvenir à se relever pleinement de la pandémie de COVID-19, il est impératif d'intensifier l'action visant à garantir l'exercice des droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement et, d'ici à 2030, d'assurer la gestion intégrée des ressources en eau à tous les niveaux, y compris au moyen de la coopération transfrontière.

En outre, la Déclaration:

- réaffirme qu'il est important de s'attaquer aux problèmes régionaux et salue la contribution des instances régionales multipartites aux ENV;
- s'engage à faire participer les autorités locales et à leur donner les moyens de s'approprier les ODD, en notant l'utilité des ELV; et
- souligne qu'il est important que les jeunes prennent part aux activités de mise en œuvre, de suivi et d'examen du Programme 2030, et s'engage à faire participer les jeunes à l'élaboration et à l'évaluation des stratégies et programmes.

En ce qui concerne les cibles des ODD dont l'échéance était fixée à 2020, la Déclaration encourage à tenir pleinement compte des processus intergouvernementaux connexes engagés afin que les cibles mises à jour reflètent un degré d'ambition acceptable pour 2030.

La Déclaration présente les mesures principales relevant des ODD examinés en 2021, à savoir:

- ODD 1: demande des systèmes de protection sociale adaptés au contexte national, et note qu'il est nécessaire de garantir et de promouvoir une approche multidimensionnelle coordonnée pour éliminer la pauvreté.
- ODD 2: réaffirme le droit à une alimentation adéquate et le droit fondamental de chacun d'être à l'abri de la faim; met l'accent sur le besoin de mesures concrètes afin d'éliminer la faim et toutes les formes de malnutrition, et garantir des systèmes alimentaires inclusifs, résilients et durables; et demande aux pays de garantir l'accès à des aliments sûrs, suffisants, abordables, nutritifs et diversifiés toute l'année et de promouvoir des régimes alimentaires sains et équilibrés grâce à des systèmes alimentaires durables.
- ODD 3: préconise d'intensifier l'action menée pour réaliser une couverture sanitaire universelle, et appelle à une action renforcée en vue de réduire le taux de mortalité prématurée due à des maladies non transmissibles (MNT) et d'aider les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire à réduire la mortalité et la morbidité dues aux MNT.
- ODD 8: encourage un relèvement durable et inclusif des économies, un travail décent pour tous et toutes, y compris les personnes travaillant dans le secteur non structuré de l'économie, la restructuration de l'économie, notamment en multipliant les services de banque en ligne et sans fil et en élargissant l'accès à ces services; encourage et facilite l'accès au financement des microentreprises et des petites et moyennes entreprises afin de renforcer leurs capacités pour qu'elles puissent poursuivre leurs activités et contribuer à recréer des emplois et des revenus; et appuie l'interdiction et l'élimination du travail des enfants.
- ODD 10: affirme que les réponses nationales à la pandémie de COVID-19 doivent tenir compte des questions de genre; réaffirme la volonté de promouvoir l'égalité des genres, l'avancement de toutes les femmes et filles et le plein exercice de leurs droits fondamentaux; appelle à ce que les femmes

jouent un rôle moteur et participent de façon pleine et effective et sur un pied d'égalité avec les hommes à la prise de décisions; s'engage à intensifier les efforts visant à lutter contre le racisme, toutes les formes de discrimination, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, la stigmatisation, les discours de haine, ainsi que les stéréotypes négatifs fondés sur la religion, les convictions et la nationalité; reconnaît que l'inclusion numérique fait partie intégrante de l'inclusion sociale et économique; et demande aux États Membres de prendre des mesures pour que les migrants soient pleinement associés à la riposte à la COVID-19 et aux efforts de relèvement.

- ODD 12: demande un redoublement des efforts pour améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources mondiales dans les modes de consommation et de production, et dissocier croissance économique et dégradation de l'environnement; aide les pays en développement à renforcer leurs capacités scientifiques et technologiques et faire en sorte que toutes et tous aient les informations et connaissances nécessaires à l'adoption de modes de consommation et de production durables; appelle les pays à redoubler d'efforts pour intensifier la mise en œuvre du Cadre décennal de programmation concernant les modes de consommation et de production durables; et demande au système des Nations Unies, en collaboration avec toutes les parties prenantes concernées, de soutenir les pays dans la conception et la mise en œuvre de politiques, d'outils et de solutions de consommation et de production durables.
  - ODD 13: reconnaît qu'il existe des effets de synergie entre l'application du Programme 2030 et celle de l'Accord de Paris, et réaffirme l'engagement à renforcer la mise en œuvre de l'Accord de Paris et à finaliser les questions en suspens relatives à son programme de travail; demande instamment aux pays de mettre en place, après la pandémie de COVID-19, des politiques de relance économique durables, inclusives et adaptées aux réalités climatiques, car celles-ci sont des éléments importants d'une stratégie de croissance durable et d'un investissement immédiat dans une transition résiliente aux changements climatiques, inclusive et juste; et exhorte les Parties à communiquer ou à mettre à jour des CDN ambitieuses, en notant qu'elles devraient correspondre au niveau d'ambition le plus élevé possible.
  - ODD 16: s'engage à intensifier les efforts concertés à l'échelle mondiale pour prévenir et combattre la criminalité en rendant les systèmes de justice pénale plus efficaces, plus responsables, plus transparents, plus ouverts et plus réactifs, ainsi qu'en facilitant la coopération internationale en matière pénale et en la renforçant.
  - ODD 17: s'engage à promouvoir la participation active du public et les partenariats innovants en suivant une approche faisant intervenir tous les services de l'État, en ayant recours à la mobilisation et à l'action régionales et locales, et en invitant les populations, la société civile, les bénévoles, les milieux universitaires et le secteur privé à participer de façon pleine et effective; s'engage à renforcer la coopération pour réduire la fracture numérique dans les pays et d'un pays à l'autre; souligne qu'il est urgent d'honorer les engagements au titre de l'APD; et se félicite de l'entrée en activité de la Banque de technologies pour les pays les moins avancés, et invite les États Membres, ainsi que les organisations internationales, les fondations et le secteur privé, à verser des contributions financières à titre volontaire et à fournir une aide technique.
- La Déclaration détermine en outre la priorité d'un certain nombre de questions. En ce qui concerne le financement, la Déclaration met en exergue:

- les répercussions de la pandémie sur le reclassement des PMA;
- l'élaboration potentielle d'un indice de vulnérabilité multidimensionnel concernant les PEID;
- les difficultés que connaissent les pays à revenu intermédiaire;
- le redoublement des efforts visant à mobiliser des ressources pour appuyer la lutte contre la pandémie et apporter un appui aux PMA, aux PDSL et aux PEID, en tenant compte de leurs vulnérabilités particulières;
- l'opportunité d'une participation des créanciers bilatéraux et privés à l'Initiative de suspension du service de la dette proposée par le G20;
- l'appel lancé au FMI visant à recourir aux droits de tirage spéciaux sur une base volontaire.

En ce qui concerne les liens et synergies des ODD avec d'autres processus intergouvernementaux, y compris dans le cadre de la CDB, la Déclaration demande:

- aux Parties à la CDB de s'engager à réaliser les objectifs d'Aichi pour la biodiversité et d'appliquer les trois objectifs de la CDB et des Protocoles de Cartagena et de Nagoya;
- une plus grande ambition et une action d'urgence pour protéger les espèces sauvages et inverser les tendances à la dégradation de l'environnement;
- des solutions fondées sur la nature ou des approches fondées sur les écosystèmes ainsi que la mobilisation et la nette augmentation des ressources financières permettant de préserver et d'exploiter durablement la biodiversité et les écosystèmes, en tant que partie intégrante des stratégies de relèvement au sortir de la pandémie;
- la reconnaissance des liens d'interdépendance existant sur le plan de la santé entre humains, animaux, végétaux et écosystèmes et un accent sur la nécessité d'adopter une approche intégrée qui favorise la coopération entre les secteurs de la protection de l'environnement et de la santé humaine, animale et végétale, conformément au Programme 2030 et aux ODD, et, à cet effet, le renforcement de la coopération existant entre l'OMS, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) et le PNUE;
- que la relation entre biodiversité et santé soit envisagée dans sa globalité pour prévenir et atténuer les pandémies à l'avenir;
- une approche cohérente de la lutte contre la perte de biodiversité, les changements climatiques et la dégradation des écosystèmes;
- une action concertée aux fins de l'application des textes issus de toutes les grandes réunions des Nations Unies pertinentes dans les domaines économique, social et environnemental, et du renforcement des synergies existant entre ceux-ci;
- de donner aux institutions nationales les moyens de mieux tenir compte des liens, des synergies et des compromis entre les ODD et les cibles grâce à une démarche mobilisant l'ensemble des pouvoirs publics; et
- l'accélération de l'action menée pour atteindre les objectifs fixés dans le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030).

En ce qui concerne la numérisation, l'accès numérique et la technologie, la Déclaration demande l'amélioration et la promotion du renforcement des capacités numériques, des infrastructures, de la connectivité et de l'assistance technique; des mesures pour combler le fossé numérique; et un appui aux pays pour la mise en place des capacités d'élaboration des politiques et de l'appareil administratif nécessaires à une imposition effective et efficace de l'économie numérique.

## Brève analyse de la réunion 2021 du FPHN

Quatre millions de vies perdues. Plus de 100 millions de personnes retombées dans la pauvreté. Ce n'était l'avenir attendu par personne lorsque le Programme de développement durable à l'horizon 2030 a été adopté en 2015. « Le taux de pauvreté dans le monde est désormais estimé à 7 pourcent à l'horizon 2030, juste en dessous du seuil de 2015. Et avec une augmentation de la température mondiale qui est déjà de 1,2°C, nous sommes au bord du gouffre » a alerté le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, António Guterres, lors de la réunion 2021 du Forum politique de haut niveau pour le développement durable (FPHN).

Guterres n'était pas seul. Tout au long des huit jours de réunion, les participants ont transmis des messages sombres sur les répercussions dramatiques de la pandémie de COVID-19 sur la mise en œuvre du Programme 2030 et de ses Objectifs de développement durable (ODD).

La brève analyse qui suit se penche sur ce que nous avons appris de l'examen de la mise en œuvre des ODD au cours du FPHN 2021, avec pour cadre des extraits de la déclaration du Secrétaire général Guterres au FPHN.

### « Ce Forum politique de haut niveau a pour objectif d'évaluer les progrès accomplis dans la réalisation du Programme 2030 »

La réunion 2021 du FPHN a été la seconde fois que le FPHN a dû se réunir virtuellement du fait de la pandémie. Après quelque 19 mois de pandémie où les voyages internationaux et les manières habituelles de se réunir au sein des Nations Unies ont été interrompues, le FPHN a témoigné de l'agilité humaine à s'adapter aux changements de situation. Malgré une participation à distance depuis les quatre coins du monde et des difficultés connexes liées aux fuseaux horaires, il y a eu moins de problèmes de bande passante et de difficultés techniques qu'à la réunion 2020 du FPHN et à d'autres réunions internationales organisées au début de la pandémie. Lorsque les générations futures dresseront le bilan de cette crise historique, nul doute qu'il y aura une évaluation socio-économique des gains et des pertes relatifs à la tenue de réunions virtuelles.

Il existe toutefois d'autres enjeux, moins quantifiables, liés à la tenue de ces réunions. L'incapacité à saisir les dispositions de l'assemblée, à se déplacer dans les couloirs et à travailler aux côtés de collègues venus de différents pays demeure une lacune que les technologies, aussi avancées soient-elles, ne peuvent combler. Dans le cadre d'autres processus onusiens, les délégués ayant des décennies d'expérience font souvent part du fait que l'obtention de résultats concluants peut être attribuée à la confiance bâtie au fil d'années de réunions en personne et au développement de relations personnelles. Alors que nous approchons de 2030, il reste à voir si la pandémie a contribué à accélérer l'action ou si elle a fait obstacle à l'interaction humaine et à la confiance nécessaires pour se remettre des menaces globales.

Il reste qu'un bilan collectif annuel est utile, qu'il soit mené virtuellement ou en personne, dans un environnement qui permet aux gouvernements, au système des Nations Unies, à la société civile et au secteur privé d'envisager les options pour l'avenir. La possibilité de s'écouter mutuellement au sujet des difficultés rencontrées et de partager les leçons retenues et les progrès accomplis donne le sentiment d'œuvrer à une cause commune, qui manquerait autrement. Aussi le FPHN 2021 a-t-il réussi à donner un élan à la mise en œuvre des ODD.

Le Forum a passé en revue 42 examens volontaires nationaux (ENV), et les sessions et réunions-débats ont été diverses et ont vu la participation de neuf chefs d'État et de gouvernement, de plus d'une centaine de ministres et autres représentants de haut niveau,



témoignant de l'engagement continu en faveur du Programme 2030. Le fait que la présence des femmes à la réunion ait été manifestement plus importante n'est pas passé inaperçu. Les cinq Secrétaires exécutives des commissions régionales des Nations Unies formaient un groupe entièrement féminin pour aborder les difficultés et opportunités régionales. Fait plus remarquable, la réunion-débat sur la science, la technologie et l'innovation (STI), qui est un domaine traditionnellement dominé par les hommes, a non seulement vu une participation écrasante des femmes mais la majorité d'entre elles venaient en outre des pays du Sud. La parité entre les genres dans les positions dirigeantes qui y sont liées est essentielle pour la réalisation du Programme 2030. Sur la base des nombres, l'expérience du FPHN 2021 est prometteuse pour l'avenir.

**« Il faut se rendre à l'évidence: plutôt que de progresser, nous nous éloignons de plus en plus de nos objectifs »**

« L'année 2020 a marqué l'histoire de l'humanité de façon extraordinaire » commence le rapport du Secrétaire général faisant le Point sur les objectifs de développement durable. La pandémie de COVID-19 a exacerbé les inégalités relatives à la géographie, à l'économie, à la santé et au genre, entraînant un cercle vicieux de contagion persistante. À la base de ces problèmes se trouve le besoin de technologie et de financement pour améliorer la parité. À cet égard, le FPHN 2021 a porté une attention particulière à la reprise après la pandémie, à la fracture numérique et à la réforme financière nécessaire pour promouvoir la reprise.

Au sujet de la reprise après la pandémie, de nombreux participants de la société civile et des pays du Sud ont mis l'accent sur la priorité fondamentale que constitue l'« équité vaccinale ». De nombreux participants ont demandé une augmentation des protections sociales et une couverture de santé universelle, deux questions qui ont également occupé une place importante dans les ENV.

La COVID-19 a en outre attiré une attention bien nécessaire sur la fracture numérique et son rôle croissant dans la séparation ou la réunion des populations « nanties et démunies ». Cela est apparu de façon particulièrement flagrante lors des débats sur l'éducation, seuls les bénéficiaires d'un accès à Internet ayant été en mesure de poursuivre leur scolarité. De nombreux élèves, en particulier des filles, pourraient ne jamais retourner à l'école, contribuant à une hausse des mariages d'enfants et une augmentation du travail des enfants. La fracture numérique contribue en outre à l'élargissement des secteurs formels et informels, en permettant plus facilement et de manière plus sûre la poursuite d'activités à moins forte intensité de main-d'œuvre malgré les confinements et les strictes mesures de distanciation sociale.

Sur le plan économique, le produit intérieur brut (PIB) a connu une baisse estimée à 4,6% en 2020. En février 2021, 36 pays à faible revenu étaient surendettés ou couraient un risque élevé de surendettement. L'équivalent de 255 millions d'emplois à temps plein ont été perdus et près d'une personne sur trois n'a pas trouvé accès à une nourriture suffisante en 2020, soit une augmentation de près de 320 millions de personnes en un an! Dans certains pays, la pandémie a fait reculer de 10 ans les progrès accomplis dans la réalisation des ODD.

Dans ce contexte, les déclarations faites au cours du FPHN 2021 ont mis l'accent sur la nécessité d'aborder le financement, les partenariats, la fracture numérique et l'égalité et l'équité en tant qu'éléments fondamentaux de la reconstruction d'un monde meilleur et plus résilient. Les petits États insulaires en développement (PEID), en particulier, se sont concentrés sur cette question, en mettant en exergue la nécessité de se doter d'un indice de vulnérabilité multidimensionnelle qui reflèterait mieux leur situation que la mesure traditionnelle du PIB, et qui leur permettrait d'obtenir des prêts à des conditions avantageuses. Si

l'annonce d'une nouvelle allocation de droits de tirage spéciaux par le Fonds monétaire international a été saluée, de nombreux délégués ont averti que le fardeau de la dette s'alourdit pour de nombreux pays et qu'il est nécessaire de réformer l'architecture financière internationale.

**« Nous avons les connaissances, la science, la technologie et les ressources pour le faire »**

Malgré des statistiques inquiétantes, certains signes indiquaient que des progrès restent possibles. Les réunions-débats et les ENV ont montré que les gouvernements, les organisations internationales, les autorités locales, la société civile et le secteur privé savent ce qu'il faut faire.

De nombreux intervenants ont souligné que nous avons les connaissances, la science et la technologie permettant de créer un monde plus durable. Les ENV l'ont montré lorsque les pays ont examiné les efforts déployés pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et combattre les changements climatiques. La République tchèque a annoncé qu'elle est en train de cesser complètement la production de charbon. Plusieurs pays en développement ont présenté les efforts déployés pour accroître le recours aux énergies renouvelables. Dans leurs ENV, les PEID ont fait montre de leurs efforts pour atteindre l'autosuffisance énergétique.

De nombreuses solutions aux problèmes financiers globaux ont également été identifiées, en particulier en ce qui concerne l'allègement de la dette, l'augmentation des liquidités, les obligations sociales, vertes et durables, la coopération Sud-Sud et l'augmentation des financements provenant du secteur privé. Le rôle des banques multilatérales de développement, les financements mixtes destinés à l'acquisition de technologies propres, ainsi qu'une base de données mondiales permettant de mettre en relation les parties prenantes et les options envisageables pour les investissements ont également été mentionnés. La répression des flux financiers illicites et de la fraude fiscale ainsi que la proposition des États-Unis visant un taux minimum d'imposition des sociétés au niveau mondial ont également été mentionnées.

Les ENV sont devenus un instrument essentiel de suivi de l'acquisition des connaissances et de la mise en œuvre du Programme 2030. La large participation (176 des 197 États membres des Nations Unies ont présenté au moins un ENV depuis 2016) est en outre une indication du fait que les ENV sont peut-être devenus l'élément central du FPHN. De plus, le processus d'ENV lui-même a ouvert la voie à une meilleure résolution des problèmes au niveau national.

Comme l'ont fait observer de nombreux délégués au cours de leur présentation, la préparation des ENV offre aux pays l'occasion de développer leurs systèmes statistiques afin d'évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des ODD en utilisant des données ventilées. Cela a créé des liens entre les statisticiens et les ministères. Les pays impliquent de plus en plus les parties prenantes, notamment les autorités locales, le secteur privé et la société civile, à la fois dans la préparation des ENV et dans leur examen, un processus qui améliore la transparence et l'inclusion.

Le soutien local aux ODD a été également mis en exergue au FPHN. L'appui aux examens locaux volontaires (ELV) progresse, témoignant de l'appropriation locale des ODD. Il a été annoncé que la Déclaration sur les ELV, qui engage de manière formelle les gouvernements locaux et régionaux à faire rapport sur les ODD, compte à ce jour 215 signataires du monde entier. Cela est logique, comme plusieurs délégués l'ont fait remarquer, puisqu'un tiers des cibles doivent être atteintes au niveau local. Les ELV ont aidé à renforcer la gouvernance multi-niveaux, ont suscité une prise de conscience des ODD et ont permis un dialogue direct entre les villes et les Nations Unies.

**« Ce dont nous avons besoin, c'est d'un objectif commun, d'une direction performante de tous les secteurs, et de mesures immédiates et ambitieuses »**

Si nous avons les connaissances, la science et la technologie, et s'il était clair au FPHN 2021 que tous reconnaissent la direction que le monde doit prendre, il reste à voir si cet élan peut se traduire en actions souhaitées. Si l'on se fie à la Déclaration ministérielle, la volonté politique continue à faire défaut.

La Déclaration ministérielle a été négociée en amont du FPHN, et aucun débat ni dynamisme virtuel émanant du forum n'ont donc influencé le document final. Contrairement à 2020, où l'absence de consensus a bloqué l'adoption de la déclaration (aucune procédure n'était en place pour procéder à un vote dans un format pleinement virtuel), en 2021, la séance plénière de clôture s'est tenue sous une forme hybride afin de permettre ce qui est devenu la méthode d'adoption des déclarations ministérielles du FPHN, à savoir le vote. Le dernier jour du FPHN 2021, après quatre mois de négociations, ainsi que quatre votes sur des propositions d'amendement qui n'ont pas abouti, la Déclaration a été adoptée par acclamation et par les applaudissements de délégués maintenant une distanciation sociale.

La Déclaration ministérielle du FPHN 2021 met l'accent sur une reprise résiliente après la pandémie de COVID-19 comme moyen de catégoriser les mesures concrètes, durables et équitables qui, à long terme, renforcent, stimulent et font progresser la réalisation des ODD. Pourtant, un certain nombre de questions n'ont pas été incluses ou n'ont pas été autant tournées vers l'avenir que certains l'auraient espéré. De nombreux pays, par exemple, ont déploré l'omission d'une référence spécifique à l'approche « Une seule santé », une question au premier plan des autres débats internationaux sur la pandémie de COVID-19 et les autres défis mondiaux.

D'autres divisions de longue date ont suscité le plus de débats au cours des consultations informelles sur la Déclaration ministérielle, et au cours de la séance plénière de clôture du FPHN, mais ne se trouvaient pas au premier plan durant la réunion. Parmi elles se trouvaient les liens entre la perte de biodiversité et les changements climatiques, la santé et les droits relatifs à la sexualité et à la procréation, la gestion des ressources en eau transfrontalières, et le droit à l'autodétermination des peuples soumis à une occupation coloniale ou étrangère.

De nombreux délégués ont repris un thème commun, à savoir qu'il existe un lien intrinsèque entre la reprise après la pandémie et la réalisation du Programme 2030 et de ses ODD. Dans les pays et d'un pays à l'autre, les inégalités et la marginalisation des groupes vulnérables ont été exacerbées. Toutefois, de nombreux délégués ont indiqué que ces mêmes défis peuvent être transformés en opportunités. Par exemple, du fait de la pandémie, de nombreux pays ont élargi leur couverture des soins de santé et leur aide à des communautés qui avaient été jusque-là laissées pour compte. Alors que de solides données témoignent du besoin d'égalité et d'équité; les ODD ont certainement plus de poids pendant cette Décennie de l'action que jamais auparavant. « Si la réalisation des ODD était facile, comme le fait d'envoyer un homme sur la lune, ce serait déjà fait », a déclaré un participant.

Les messages du FPHN étaient clairs. Les États membres n'ont pas abandonné. Malgré des reculs dans le monde entier et la révision de stratégies du fait de la pandémie, malgré des catastrophes naturelles majeures et des manifestations d'agitation politique ou de violence culturelle notables, les ministres des pays en développement et des pays développés ont présenté des signes de progrès dans leurs ENV. De nombreux délégués n'ayant que peu de résultats à présenter hormis des statistiques sur la croissance avant la pandémie ont néanmoins fait des efforts pour indiquer que leur gouvernement n'a pas négligé les ODD

dans la planification de la reprise. Beaucoup ont souligné que le Programme 2030 sert de plan directeur pour la reprise après la pandémie.

« Rarement une société a eu l'occasion d'œuvrer à un tel changement radical », a déclaré le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies Volkan Bozkir. Pour la première fois depuis des générations, il existe un appui public et politique large pour un changement transformateur, a-t-il ajouté. Il reste à savoir si nous pouvons faire de cette possibilité une réalité.

## Réunions à venir

**Pré-sommet du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires:** Le pré-sommet, accueilli par l'Italie, préparera le terrain pour l'événement mondial de septembre en réunissant divers acteurs du monde entier afin de valoriser la puissance des systèmes alimentaires pour faire progresser les 17 ODD. **dates:** 26-28 juillet 2021 **lieu:** virtuel et Rome **www:** [un.org/fr/food-systems-summit/pre-summit](https://un.org/fr/food-systems-summit/pre-summit)

**Sommet mondial sur l'éducation:** Le Sommet sera l'occasion pour la communauté internationale de se réunir et de soutenir une éducation de qualité pour tous les enfants. Le sommet se déroulera sous un format hybride si les mesures restrictives relatives aux voyages le permettent. Le Premier ministre britannique Boris Johnson et le président kenyan Uhuru Kenyatta co-présideront le sommet. **dates:** 28-29 juillet 2021 **lieu:** virtuel et Londres **www:** [globalpartnership.org/fr/financing-2025/summit](https://globalpartnership.org/fr/financing-2025/summit)

**Troisième réunion du Groupe de travail à composition non limitée sur le Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020:** Cette réunion fera progresser les préparatifs pour l'élaboration du Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 (CMB). Le processus de négociation culminera avec l'adoption du CMB par la 15<sup>e</sup> Conférence des Parties (CdP 15) à la Convention sur la diversité biologique. **dates:** 23 août - 3 septembre 2021 **lieu:** virtuel **www:** [www.cbd.int/conferences/post2020/wg2020-03](https://www.cbd.int/conferences/post2020/wg2020-03)

**Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires 2021:** Le Sommet marquera le lancement de nouvelles mesures audacieuses pour progresser dans la réalisation de chacun des 17 ODD, qui dépendent tous à des degrés divers de la mise en place de systèmes alimentaires plus sains, plus durables et équitables. **dates:** septembre 2021 **lieu:** Siège des Nations Unies à New York **www:** [un.org/fr/food-systems-summit/](https://un.org/fr/food-systems-summit/)

**Dialogue de haut niveau des Nations Unies sur l'énergie:** Le Dialogue de haut niveau sera structuré autour de cinq thèmes généraux (l'accès à l'énergie; la transition énergétique; la réalisation des ODD grâce à des transitions énergétiques justes et inclusives; l'innovation, la technologie et les données; et le financement et l'investissement) visant à garantir un processus inclusif pour que les États membres et autres parties prenantes identifient, développent et intensifient les mesures en faveur de l'accès universel à l'énergie, des transitions énergétiques et des liens de l'énergie avec les autres ODD. **dates:** septembre 2021 **lieu:** Siège des Nations Unies à New York **www:** [un.org/en/conferences/energy2021](https://un.org/en/conferences/energy2021)

**Moment ODD:** Le deuxième Moment ODD de la Décennie d'action pour atteindre les objectifs mondiaux sera organisé dans le cadre de la 76<sup>e</sup> session de l'AGNU. **dates:** septembre 2021 **lieu:** Siège des Nations Unies à New York **www:** [un.org/sustainabledevelopment/fr/sdg-moment/](https://un.org/sustainabledevelopment/fr/sdg-moment/)

**Jeunes pour le climat: Stimuler l'ambition:** La réunion offrira aux jeunes du monde entier l'opportunité d'élaborer des propositions concrètes en amont de la CdP 26 à la CCNUCC. Elle comportera quatre grands thèmes: la jeunesse stimulatrice d'ambition; la reprise durable; l'engagement des acteurs non étatiques; et une société soucieuse du climat. **dates:** 28-30

septembre 2021 **lieu:** Milan (Italie) **www:** [minambiente.it/pagina/towards-cop26-pre-cop-and-youth-event-youth4climate-driving-ambition](http://minambiente.it/pagina/towards-cop26-pre-cop-and-youth-event-youth4climate-driving-ambition)

**Pré-CdP de Milan:** Cette réunion offrira un cadre informel à un groupe spécifique de pays pour débattre et échanger des vues sur certains aspects politiques essentiels des négociations et proposer des orientations politiques pour les négociations qui suivront à la CdP 26 à la CCNUCC. **dates:** 30 septembre-2 octobre 2021 **lieu:** Milan, Italie **www:** [ukcop26.org/pre-cop/pre-cop-milan/](http://ukcop26.org/pre-cop/pre-cop-milan/)

**Forum mondial des Nations Unies sur les données 2021:** Ce forum réunira des experts dans le domaine des données et des statistiques ainsi que des utilisateurs issus de tous les secteurs en vue de stimuler l'innovation en matière de données, de mobiliser un soutien politique et financier de haut niveau en faveur des données, et d'ouvrir la voie à l'amélioration des données pour le développement durable. **dates:** 3-6 octobre 2021 **lieu:** Bern (Suisse) et virtuel **www:** [unstats.un.org/unsd/undataforum/](http://unstats.un.org/unsd/undataforum/)

**Rapport de la réunion 2021 Conférence 2021 sur la biodiversité (CdP 15 à la CDB):** La 15<sup>e</sup> réunion de la Conférence des Parties (CdP) à la CDB, la 10<sup>e</sup> réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, et la 4<sup>e</sup> réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages devraient examiner les progrès accomplis et les réalisations du Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique de la CDB. La conférence devrait également adopter une décision finale sur le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020, ainsi que des décisions sur des sujets connexes, dont le renforcement des capacités et la mobilisation de ressources. **dates:** 11- 24 octobre 2021 (à confirmer) **lieu:** Kunming (Chine) **www:** [cbd.int/meetings/](http://cbd.int/meetings/)

**Conférence mondiale des Nations Unies sur le transport durable:** Cette conférence fait suite à la première Conférence mondiale sur le transport durable, organisée en 2016 au Turkménistan. Elle mettra l'accent sur l'importance d'un transport durable pour atteindre les objectifs du Programme 2030 et de l'Accord de Paris sur le changement climatique. **dates:** 14-16 octobre 2021 **lieu:** Beijing (Chine) **www:** [un.org/fr/conferences/transport2021/](http://un.org/fr/conferences/transport2021/)

**Sommet mondial sur la santé:** Le Sommet représente un forum mondial stratégique sur la santé, qui réunit des dirigeants des domaines de la politique, de la science, de la médecine, du secteur privé et de la société civile, avec les ODD au cœur. Les sujets centraux en 2021 sont: les vaccins, le rôle de l'Union européenne dans le domaine de la santé mondiale, la santé mentale, l'intelligence artificielle, les enseignements tirés en matière de préparation à une pandémie, et Conseil de l'OMS sur l'économie de la santé pour tous. Le sommet se réunira sous le patronage de l'Allemagne, de la France, de la Commission européenne et de l'OMS. **dates:** 24-26 octobre 2021 **lieu:** Berlin (Allemagne) et virtuel **www:** [worldhealthsummit.org/summit.html](http://worldhealthsummit.org/summit.html)

**CdP 26 à la CCNUCC:** La 26<sup>e</sup> session de la Conférence des Parties (CdP 26) à la Convention-cadre sur les changements climatiques, la 16<sup>e</sup> réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CdP/RdP 16) et la troisième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties à l'Accord de Paris (CdP/RdP 3) devraient se réunir à Glasgow. **dates:** 31 octobre - 12 novembre 2021 **lieu:** Glasgow (Écosse) **www:** [unfccc.int/fr/processus-et-reunions/les-conferences/conference-sur-les-changements-climatiques-a-glasgow](http://unfccc.int/fr/processus-et-reunions/les-conferences/conference-sur-les-changements-climatiques-a-glasgow)

**5<sup>e</sup> session de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement (ANUE):** La deuxième partie de l'ANUE-5 se déroulera sur le thème « Renforcer les actions en faveur de la nature pour atteindre les objectifs de développement durable ». Elle vise à relier et consolider les mesures environnementales dans le contexte du développement durable et à encourager le partage et la mise en œuvre d'approches efficaces. La réunion en personne de l'ANUE-5 sera suivie d'une Session extraordinaire de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement (SE-ANUE) prévue les 3 et 4 mars 2022 pour commémorer le 50<sup>e</sup> anniversaire du PNUE depuis sa création en 1972. **dates:** 28 février - 2 mars 2021 **lieu:** Nairobi (Kenya) **www:** [www.unep.org/environmentassembly/fr/unea5](http://www.unep.org/environmentassembly/fr/unea5)

**Stockholm +50:** La Suède accueillera une manifestation internationale marquant le 50<sup>e</sup> anniversaire de la Conférence des Nations Unies de 1972 sur l'environnement et la création du PNUE. **dates:** 2-3 juin 2022 **lieu:** Stockholm (Suède) **www:** [government.se/government-policy/stockholm50/](http://government.se/government-policy/stockholm50/)

**FPHN 2022:** La 10<sup>e</sup> session du FPHN se déroulera sur huit jours en juillet 2022 pour examiner la mise en œuvre du Programme 2030 et des ODD. **dates:** juillet 2022 **lieu:** Siège des Nations Unies à New York **www:** [sustainabledevelopment.un.org/hlpf](http://sustainabledevelopment.un.org/hlpf)

Pour plus de réunions à venir, consultez [sdg.iisd.org/](http://sdg.iisd.org/)

## Glossaire

AGNU	Assemblée générale des Nations Unies
APD	Aide publique au développement
CDB	Convention sur la diversité biologique
CDN	Contributions déterminées au niveau national
DESA	Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies
ECOSOC	Conseil économique et social des Nations Unies
ELV	Examen local volontaire
ENV	Examen national volontaire
FPHN	Forum politique de haut niveau pour le développement durable
FMI	Fonds monétaire international
IED	Investissement étranger direct
ODD	Objectifs de développement durable
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMS	Organisation mondiale de la Santé
PDSL	Pays en développement sans littoral
PEID	Petits États insulaires en développement
PIB	Produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PMA	Pays les moins avancés
Programme 2030	Programme de développement durable à l'horizon 2030
STI	Science, technologie et innovation
TMC	Transfert monétaire assorti de conditions